l'Opinion

N° 2845 DATÉ DU 10 SEPTEMBRE 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

Le possible retour de Trump inquiète les renseignement américains

Notre cahier exclusif
THE WALL STREET JOURNAL.

Algérie, la triste farce de l'élection présidentielle

En Algérie, l'élection présidentielle de dimanche a été une triste farce et la France ne s'est pas grandie en s'empressant d'exprimer aussitôt « ses plus vives félicitations » au président Tebboune. Une farce ? Le résultat est si caricatural qu'il semble être une provocation à tous les démocrates d'Algérie et d'ailleurs. Avec plus de 94 % des voix, le président sortant fait mieux que Vladimir Poutine qui s'était contenté d'un maigre 88 % en mars dernier…

Certes, l'élection d'un président algérien n'a jamais été un modèle de démocratie. L'élu doit d'abord être choisi par l'armée, puis participer à un simulacre de scrutin face à des « opposants » qui servent de faire-valoir - les « lièvres » comme les appellent les Algériens. En 2019, le régime avait feint de jouer le jeu démocratique, Abdelmadjid Tebboune ne recueillant que 58 % des voix. Cinq ans plus tard, il ne se donne même plus cette peine.

Triste, la farce l'est surtout parce que les 45 millions d'Algériens méritent mieux que cette impasse politique autoritaire, conséquence de l'échec du Hirak, le mouvement de protestation de 2019.

Le communiqué de l'Elysée, dimanche soir, ajoute le malaise à la tristesse. Pourquoi Emmanuel Macron s'est-il cru obligé de féliciter si vite son homologue algérien, sans exprimer la moindre réserve ? Pour se faire pardonner son récent rapprochement avec le Maroc ? Pour tenter d'amadouer un régime dont la propagande anti-française reste le fonds de commerce ? Certes, la diplomatie a des raisons que la décence démocratique ne connaît pas, mais cette diplomatie, il faut aussi la juger à ses résultats et ceux-ci ne sont guère brillants. Reste à savoir si le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, changera la donne, notamment sur la question migratoire, en révisant les très contestés accords de 1968.

Jean-Dominique Merchet
@jdomerchet

Pour la première fois depuis la Guerre froide, l'Europe doit faire appel à son instinct de survie, alerte l'ex-président de la Banque centrale européenne, dans un rapport aux accents de dernière chance

Europe : le plan Draghi pour éviter le déclin



KAK

Cauchemar

Dans un rapport sur la compétitivité remis lundi à la Commission européenne, Mario Draghi recommande un investissement additionnel de 750 à 800 milliards d'euros par an dans l'économie de l'Union, faute de quoi **celle-ci ne sera plus en mesure de garantir à ses citoyens la prospérité, la liberté, l'égalité, la paix, la démocratie et la lutte contre le changement climatique**.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

UN SENTIMENT D'URGENCE. D'une voix calme avec l'accent italien, Mario Draghi a exposé lundi, le cauchemar qu'il fait désormais régulièrement, celui du déclin économique de l'Europe. « On doit comprendre qu'on devient de plus en plus petits face aux défis à relever », a-t-il insisté en conférence de presse à Bruxelles, aux côtés de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, qui lui a commandé il y a un an un rapport sur la compétitivité européenne.

« Pour la première fois depuis la Guerre froide, on doit vraiment s'inquiéter pour notre survie », a ajouté l'ex-président du conseil italien. A partir de cette année, « la croissance de l'Union européenne ne sera pas soutenue par un accroissement des populations. D'ici à 2040, sa force de travail perdra deux millions de travailleurs chaque année. Plus que jamais, nous devons nous appuyer sur la croissance de la productivité du travail, mais elle est très faible. Si on la maintient au niveau observé depuis 2015 (0,7%), on parviendra juste à garder le PIB stable d'ici à 2050 ».

Depuis 2000, le revenu disponible des ménages a grossi presque deux fois plus vite aux Etats-Unis qu'en Europe. Sur cette période, « le ralentissement de la croissance a été vu comme un désagrément, mais pas une calamité », souligne Mario Draghi.

Défi existentiel. Or aujourd'hui, l'Europe a perdu son premier fournisseur d'énergie, la Russie ; il y a de nouveaux besoins à financer - décarbonation, digitalisation, défense, en plus du modèle social ; et l'environnement international est beaucoup moins favorable. « Pourquoi s'intéresse-t-on autant à la croissance ? Cela a à voir avec nos valeurs fondatrices, explique Mario Draghi. Prospérité, égalité, liberté, paix et démocratie dans un monde soutenable. L'Union assure les Européens de bénéficier de ces droits fondamentaux. Ce que nous faisons devient un défi existentiel ». « Si l'Europe ne peut pas devenir plus productive, nous serons forcés de choisir, expose-t-il. Nous ne pourrons pas devenir à la fois un champion des nouvelles technologies, un modèle de responsabilité climatique et un acteur indépendant sur la scène mondiale. Nous ne pourrons pas financer notre modèle social. Nous devrons réduire certaines,

●●● *Page 2*

L'aile droite des macronistes prend en main le budget sur l'immigration

Explosif

APRÈS DES ANNÉES de cohabitation, les macronistes sont encore plein d'attentions. Ils se réservent des surprises et évitent que la routine ne s'installe. Prenez Mathieu Lefèvre et Charles Rodwell par exemple, respectivement députés du Val-de-Marne et des Yvelines. Au début de l'été, ils ont été désignés co-rapporteurs du budget sur le volet immigration. Dès la rentrée, ils ont commencé à communiquer sur leurs travaux. D'abord en rendant publique sur les réseaux sociaux leur visite du centre de rétention administrative de Vincennes. Puis en expliquant dans les colonnes du *Figaro* comment ils souhaitent « accueillir moins pour accueillir mieux », sans que cela ne soit la doctrine générale de leur groupe.

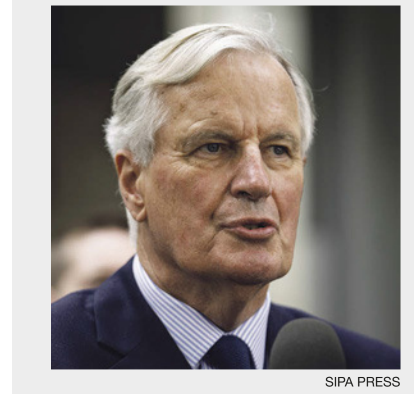
Lors de la précédente législature - avant la dissolution -, cette responsabilité incombait déjà à Mathieu Lefèvre. Mais ce proche de Gérald Darmanin était contraint à un certain équilibre, puisqu'il était accompagné de sa collègue, ou plutôt de son antithèse, la députée apparentée EPR et figure de l'aile gauche Stella Dupont. Cette membre du parti de Barbara Pompili s'était opposée à la loi sur l'immigration votée en décembre.

A nouveau candidate, Stella Dupont n'a pas été reconduite dans ses fonctions. L'élue a été contrainte de laisser la place à Charles Rodwell, au profil quelque peu différent. Cet été encore, le député de Versailles, venu de la droite, s'est distingué dans son camp en dénonçant, dès sa réélection, « l'insécurité culturelle » qui menacerait le pays. Avant de s'indigner de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, « gâchée par cette déferlante woke » venue « souiller la Cène pour insulter les Français chrétiens ».

Arbitrée par le président de groupe, Gabriel Attal, cette répartition des tâches s'est faite discrètement. Et c'est par leurs récentes sorties que nombre de macronistes ont découvert que leurs deux collègues, très fortement estampillés « aile droite », se retrouvaient aux manettes de l'un des sujets les plus explosifs de l'ex-majorité. Surprise !

Dinah Cohen
@DinahCohen

Barnier et le nouveau monde politique


SIPA PRESS

Pour former son équipe gouvernementale, l'étendre au maximum et en renouveler les visages, le nouveau locataire de Matignon, 73 ans, va devoir dénicher de jeunes ministres hors de son cercle. Lundi, il a reçu les présidents du groupe parlementaire Liot et devrait prochainement recevoir des personnalités de gauche.
Page 4

Le Premier ministre face à une croissance atone

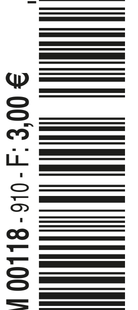
Le chef du gouvernement arrive dans un contexte morose, alors que s'achève à peine la frénésie des Jeux olympiques *Page 6*

Agent tué à Grenoble : Piolle et le retour du procès en angélisme

Accusé de laxisme en matière sécuritaire, le maire écologiste fait face à la prolifération d'armes sur fond de trafic de drogues *Page 7*

L'abaya à nouveau en débat au Conseil d'Etat

La haute juridiction administrative a examiné, lundi, les requêtes visant à annuler l'interdiction édictée par Gabriel Attal il y a un an *Page 7*



Europe : le plan Draghi pour éviter le déclin

| | | *Suite de la page 1*
si ce n'est toutes nos ambitions. Nous sommes en train d'échouer collectivement à convertir nos forces – comme des systèmes solides de santé et d'éducation et des Etats providence robustes – en industries productives et compétitives sur la scène mondiale. […] Nous avons atteint le point où si nous ne faisons rien, nous devrons faire des compromis soit sur notre bien-être, soit sur notre environnement, soit sur notre liberté ».

Concrètement, son rapport identifie trois domaines de haute vulnérabilité où il faut agir vite : l'innovation, les technologies vertes, et les dépendances en matières et technologies critiques. L'innovation est la priorité la plus urgente, l'écart se creusant avec les Etats-Unis et la Chine. « L'Europe est coincée dans une structure industrielle statique, avec peu de nouvelles entreprises faisant bouger les secteurs existants ou créant de nouveaux instruments de croissance », souligne le rapport.

Sur des cinquante dernières années, aucune entreprise européenne de capitalisation boursière supérieure à 100 milliards d'euros n'a été créée de zéro, alors qu'aux Etats-Unis, six entreprises ont été créées qui ont une valorisation supérieure à 1 000 milliards d'euros. En Europe, les entreprises investissent moins en recherche et innovation, et lorsqu'elles le font, c'est surtout dans le secteur automobile. Aux Etats-Unis, l'investissement a pivoté de l'automobile et de la pharmacie dans les années 2000, à la tech aujourd'hui.

Mario Draghi déplore les réglementations européennes restrictives et incohérentes qui empêchent les entrepreneurs de commercialiser leurs innovations. De 2008 à 2021, près d'un tiers

« Avec la révolution de l'intelligence artificielle, l'Europe ne peut se permettre de rester bloquée sur les technologies et industries de milieu de gamme du siècle dernier »

des licornes (start-up valorisées plus d'un milliard de dollars) fondées en Europe se sont délocalisées à l'étranger, en majorité aux Etats-Unis. « Vu la révolution de l'intelligence artificielle à l'œuvre, l'Europe ne peut se permettre de rester bloquée sur les technologies et industries de milieu de gamme du siècle dernier », insiste-t-il.

Deuxièmement, en matière de décarbonation, l'Europe est pénalisée d'une part, par le manque de coordination des politiques, qui risque de rendre la transition climatique antagoniste avec la compétitivité et la croissance ; et d'autre part, par la concurrence chinoise extrêmement forte, du fait d'une politique industrielle massive, très subventionnée et coordonnée.

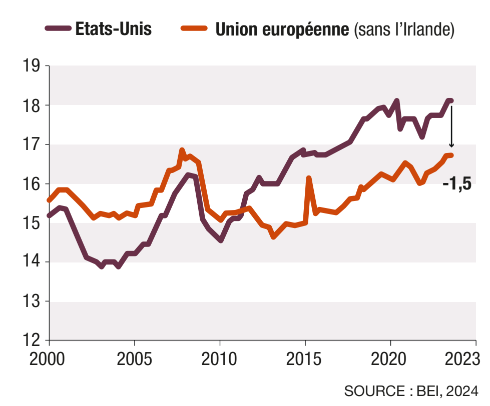
Dépendances. Enfin, la troisième alerte concerne les dépendances. « Pour les matières premières critiques, nous dépendons d'une poignée de fournisseurs, surtout la Chine, alors que la demande pour ces matériaux explose », écrit Mario Draghi. Idem dans certains composants comme les puces électroniques. « Nous risquons de nous exposer à de la coercition », avertit-il.

Dans la deuxième partie de son rapport, longue de 328 pages, l'homme d'Etat italien formule 170 recommandations. Parfois, cela consiste à déléguer davantage à l'échelon européen, mais dans d'autres cas, à faire reculer le niveau communautaire et laisser la décision aux autorités locales. « De 2019 à aujourd'hui, l'UE a produit 13 000 textes législatifs, contre 3 000 aux Etats-Unis. Nous pouvons faire un peu moins et un peu plus ciblé », commente le responsable.

Surtout, il recommande un investissement additionnel de 750 à 800 milliards d'euros par an, soit environ 5% du PIB européen en 2023,

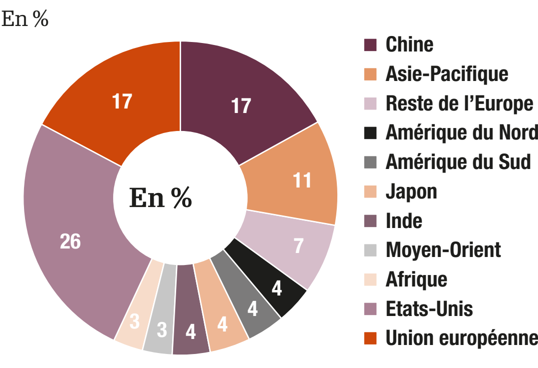
L'investissement productif à la traîne

En % du PIB



Part du PIB mondial

En %



soit deux à trois fois plus que le plan Marshall. Ce stimulus budgétaire doit susciter de l'investissement privé, qu'il reviendra de faciliter grâce à l'union des marchés de capitaux et à la création d'un instrument d'épargne européen. Il « y aura un impact sur les finances publiques, mais les gains de productivité peuvent réduire les coûts budgétaires », veut rassurer Draghi, à l'heure où une dizaine d'Etats membres, dont la France, font l'objet d'une procédure pour déficit excessif.

Dette. L'homme politique italien est conscient que les principales barrières résident dans les 27 capitales. Il regrette que les ressources européennes soient « gaspillées » car « diluées dans de multiples instruments nationaux et européens », que les décisions soient prises au cas par cas avec de nombreux veto, dans un processus législatif trop long. Il recommande une refonte de la gouvernance européenne, avec plus de votes à la majorité qualifiée, et une vague de simplification législative.

Ursula von der Leyen a promis lundi que le rapport inspirerait son second mandat. Mais sur la question du financement, elle est restée très prudente, renvoyant la balle aux Etats membres, et refusant de reprendre à son compte l'idée d'une nouvelle dette commune.

De son côté, la fédération des entreprises européennes a confirmé que ces dernières « expérimentaient quotidiennement le retard de l'UE sur ses compétiteurs mondiaux ». Elle salue les priorités comme encourager l'investissement productif, baisser les coûts de l'énergie et réduire le fardeau réglementaire, mais avertit que « les forces du marché doivent être au centre d'une telle stratégie, plutôt qu'une intervention publique excessive ».

@JadeGrandin

L'indispensable relance de l'Union des marchés de capitaux

MARIO DRAGHI, chargé de remettre à la Commission européenne son rapport sur la compétitivité, avait sous-estimé le temps qui lui serait nécessaire. Il aura fallu un an pour sortir ce texte, mais ce n'est rien à côté des dix ans d'attente du secteur financier pour tenter de construire l'Union des marchés de capitaux en Europe. Le rapport Draghi pourrait accélérer le tempo : à de nombreux endroits du texte, on peut constater qu'une telle Union est indispensable pour construire l'Europe de demain.

Impossible, en effet, de financer ne serait-ce qu'une partie des 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels induits par les mesures préconisées dans le rapport, sans la mise en place d'une intégration des marchés financiers européens, pour que secteurs public et privé puissent y participer. Or, selon les rédacteurs du rapport, « l'une des principales raisons de la moindre efficacité de l'intermédiation financière en Europe est que les marchés de capitaux restent fragmentés ». Alors que l'épargne des ménages européens dépasse celle des Américains, cette manne

Fluidifier les marchés financiers est obligatoire, mais pas suffisant. Il faudra aussi orienter une partie de l'épargne des ménages, qui totalisait environ 1 400 milliards d'euros en 2022, vers les investissements productifs

finance les besoins de l'économie bien moins efficacement qu'aux Etats-Unis, qui bénéficient d'un marché unique.

Une des préconisations emblématiques du rapport est la création d'un régulateur unique européen des marchés de capitaux, à l'image de la Securities and exchange commission (SEC) américaine. Pour être efficace, ce gendarme boursier devra être accompagné d'un règlement interprété de la même manière par les Etats membres, pour unifier les transactions de titres et les pratiques de surveillance. Cette proposition, comme d'autres, figurait déjà dans le rapport remis au printemps à Bruno Le Maire par Christian Noyer, l'ancien gouverneur de la Banque de France.

Les pouvoirs de l'Esma, l'Autorité européenne des marchés financiers, simplement chargée de coordonner les actions des différentes autorités de marché nationales, pourraient ainsi être grandement élargis. Il est proposé que cette instance se voie confier la supervision exclusive des grandes sociétés internationales émettrices de titres financiers, des marchés réglementés et de leurs plateformes de négociation (comme Euronext), et des chambres de compensation assurant le règlement et la livraison des titres.

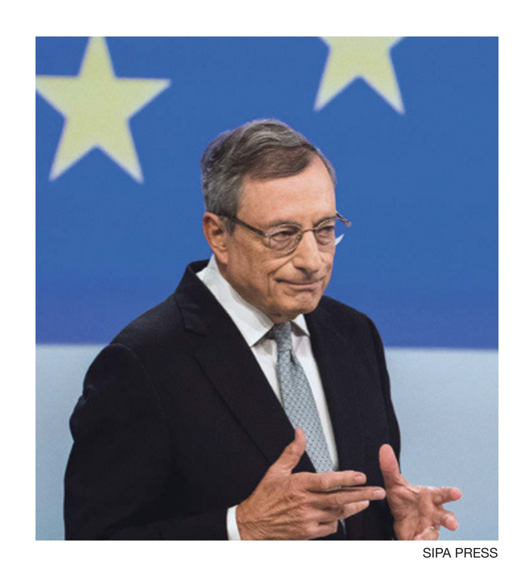
Retraite. Fluidifier les marchés financiers est obligatoire, mais pas suffisant. Il faudra aussi orienter une partie de l'épargne des ménages, qui totalisait environ 1 400 milliards d'euros en 2022, vers les investissements productifs. Pour cela, il est proposé d'encourager les Etats membres à créer des produits de retraite complémentaire gérés par capitalisation. C'est le pilier 2 de la retraite, au côté des régimes de base et des régimes supplémentaires.

Le rapport cite l'exemple de la Suède, des Pays-Bas et du Danemark, pour lesquels « la participation relativement élevée aux retraites du deuxième pilier a contribué à une meilleure orientation de l'épargne des ménages vers des investissements productifs et innovants ». La manière la plus rapide et la plus simple de parvenir à mettre ce système en place dans les pays où il n'existe pas, serait, selon le rapport, de créer des fonds de pension à long terme, avec une incitation fiscale. « Une part fixe de la cotisation de retraite devrait être exonérée d'impôt pour la rendre financièrement attractive », propose le rapport. Tous les pays ne seront pas d'accord pour appliquer ce type de mesure. « La nécessaire relance de l'investissement privé aura un certain impact sur les finances publiques, mais les gains de productivité peuvent réduire les coûts budgétaires », répondent par avance les rédacteurs du rapport.

Même avec un marché financier unique et des capitaux disponibles, le financement de la compétitivité en Europe ne serait rien sans les banques. C'est la raison pour laquelle une partie du rapport leur est consacrée. Mario Draghi propose donc de favoriser le marché européen de la titrisation.

Cette technique financière consiste, pour les banques, à alléger leurs bilans de certains risques, comme des crédits aux entreprises ou immobiliers, en les revendant aux investisseurs. Or, aujourd'hui, ces titrisations sont compliquées à mettre en place, et les banques qui y recourent restent soumises à des exigences de fonds propres importantes. Rendre les titrisations plus simples en les standardisant et assouplir les exigences en capital permettrait de faire de la place au bilan des banques et d'« augmenter les prêts dans certains secteurs particulièrement pertinents pour la compétitivité », assure le rapport.

Franck Joselin (L'AGEFI)



SIPA PRESS

Mario Draghi souhaite favoriser le marché de la titrisation. Cela consiste, pour les banques, à alléger leurs bilans de certains risques, en les revendant aux investisseurs.

Un rapport sur la compétitivité, pour en faire quoi après ?

QUELLES SUITES pour le rapport alarmant de Mario Draghi pour la compétitivité européenne ? Les Etats membres, acteurs les plus décisionnaires dans l'Union, sont en période de disette et de paralysie politique. « Si seulement la politique en Allemagne et en France n'était pas un tel bazar, regrette sur X Mutjaba Rahman, directeur Europe chez Eurasia Group. L'appel de Mario Draghi à agir retombera à plat lorsqu'il se frottera à la politique nationale à Berlin, Paris et ailleurs ».

En Allemagne, aucun parti ne veut s'afficher comme autorisant de nouvelles dépenses, au moins d'ici aux élections nationales qui auront lieu en septembre… 2025. Quelques heures seulement après la parution du rapport Draghi, le ministre libéral des finances, Christian Lindner, a écrit sur le réseau social X tout le mal qu'il pensait d'une nouvelle dette commune européenne. « Les entreprises ne manquent pas de subventions, affirme-t-il. Elles sont ralenties par la bureaucratie et l'économie planifiée ». Auprès du média Politico, il ajoute que la mutualisation « des risques et des responsabilités crée des problèmes démocratiques et budgétaires. L'Allemagne n'acceptera pas cela ».

Déficit excessif. L'autre partie du moteur européen, la France, vient à peine de se doter d'un nouveau premier ministre. Bien qu'il s'agisse du pro-européen Michel Barnier, ce dernier a prévenu qu'il y avait « des économies à faire » et a demandé un délai à Bruxelles pour présenter la trajectoire de rétablissement des finances publiques, selon *La Tribune Dimanche*. De même, l'Italie est visée par une procédure pour déficit excessif et cherche douze milliards d'euros d'économies.

D'autres pays sont hostiles à une nouvelle dette commune pour des raisons politiques. Le nouveau gouvernement des Pays-Bas, une coalition formée avec l'extrême droite, souhaite réduire sa contribution au budget européen. Partout en Europe, la montée des partis populistes et antieuropéens, qui sont notamment au pouvoir en Hongrie, en Slovaquie et en Finlande, s'accompagne d'une volonté de freiner les ambitions communautaires et les nouveaux instruments européens.

A la Commission européenne, Ursula von der Leyen ne semble pas désireuse de prendre le bâton de pèlerin. Interrogée sur son soutien éventuel à l'idée d'une nouvelle dette commune européenne, elle a botté en touche. « D'abord, nous devons définir des priorités communes. Ensuite, elles doivent être financées par de l'argent commun. Il y a deux manières de faire : le budget européen financé par les contributions nationales, ou de nouvelles ressources propres. Il faut une volonté politique des Etats membres, pour savoir comment avancer. La proposition de la Commission est sur la table du Conseil », a-t-elle sobrement répondu lundi.

Polarisation. Des trois grandes institutions européennes, le Parlement est le plus volontariste. Le parti populaire européen (PPE) souhaite inviter Mario Draghi en plénière à Strasbourg dès la prochaine semaine. « Ce rapport ne doit pas se perdre dans les tiroirs des bureaucrates bruxellois : les capitales nationales et les législateurs européens doivent soutenir l'ambition commune de faire face aux défis de notre époque », écrit l'eurodéputé allemand Christian Ehler, porte-parole du PPE sur l'industrie.

Les Socialistes et démocrates (S&D) exhortent également la Commission à agir. « La polarisation politique et la politique extrémiste ne doivent pas être autorisées à freiner les réformes nécessaires pour garantir la prospérité et les opportunités pour tous en Europe », renchérit Valérie Hayer, présidente de Renew Europe.

J.G.d.E.

Pour former son équipe, le chef du gouvernement va devoir dénicher de jeunes ministres hors de sa famille politique

Comment Barnier a conservé le lien avec le nouveau monde

Casting

Nommé Premier ministre jeudi dernier, Michel Barnier poursuit ses consultations. Ce lundi, il a reçu les présidents du groupe parlementaire Liot en vue de former un gouvernement.

Matthieu Deprieck

Ne tournons pas autour du pot. Michel Barnier a 73 ans. Comment à cet âge garde-t-on le contact avec la jeunesse politique du pays ? La question se pose pour un Premier ministre dont la tâche est de former un gouvernement et donc de rassembler les meilleurs talents. Elle se justifie d'autant plus que Michel Barnier ne comptait plus aucun mandat depuis mars 2021 et qu'il n'avait plus mené de campagne électorale depuis le mois de décembre de la même année.

Ses soutiens l'assurent : l'élu de Savoie n'est pas pour autant un Hibernatus, libéré des glaces après un long sommeil. Ceux qui le connaissent décrivent un homme très organisé, méthodique, fidèle dans ses relations de travail, entouré de collaborateurs entrés jeunes dans son orbite. Régulièrement, il les réunit, de ceux croisés à la présidence du conseil général de Savoie (1982-1999) à son ancienne équipe de négociation du Brexit (2019-2021). Il dispose ainsi d'un vaste réseau.

Quand celui-ci ne suffit pas, particulièrement en ce moment de composition de gouvernement, il demande à ses équipes la dernière tribune ou l'ultime interview accordée par un potentiel futur ministre. Il existe une autre méthode : les réseaux sociaux. Le député PS Philippe Brun, convoité par le pouvoir de droite, a eu la surprise de découvrir que le compte de Michel Barnier le suivait sur X depuis ce week-end.

Michel Barnier lit attentivement la presse. « Il n'a jamais délégué la partie intellectuelle à ses collaborateurs », salue le député de la Droite républicaine Antoine Vermorel, qui, malgré ses 42 années de différence avec le nouveau Premier ministre, entretient une relation de proximité avec lui. Tous les deux ont signé une tribune commune dans *Le Monde* en septembre 2023 pour appeler à une politique environnementale européenne « plus équilibrée ».

« Il n'a renoncé à rien », insiste un ancien ministre qui l'a côtoyé et qui rappelle, en guise de preuve de sa longévité, qu'il fut ministre de Balladur puis, dans la foulée, de Jacques Chirac. Michel Barnier est toujours resté immergé dans le marais politique. Même au cœur de l'été, il a suivi les interviews politiques dans les matinales, partageant ses remarques avec les intéressés quand il estimait ne pas avoir été suffisamment mis en avant.

Réseau. Génération Barnier ? Le sénateur LR de l'Ardèche, Mathieu Darnaud loue sa « connaissance fine des hommes et des femmes politiques » : « Il est venu plusieurs fois au Sénat, même après la fin de la négociation du Brexit pour en présenter les conclusions et rencontrer les sénateurs et sénatrices du groupe. » Mathieu Darnaud assure « parler régulièrement des uns et des autres » avec Michel Barnier, qui voit un avantage à posséder ce réseau, celui de limiter le recours aux intermédiaires pour joindre tel ou tel élu.

La galaxie Barnier reste toutefois concentrée sur son parti d'origine, Les Républicains. Il faudra l'étendre a minima aux macronistes pour bâtir une coalition et espérer survivre à l'Assemblée nationale. Le nouveau Premier ministre jure ainsi de ne pas vouloir composer un gouvernement exclusivement LR. Cela ne rassure pas les partisans d'Emmanuel Macron. Ils s'aperçoivent qu'à la lettre B comme Barnier de leur répertoire figurent peu de numéros de téléphone. Aussi suent-ils à grosses gouttes devant les questions suivantes : comment signifier son intérêt pour un poste ministériel ? Et surtout à qui ?

L'aile droite de l'ex-majorité a conservé des relais dans l'ex-UMP mais la chapelle Barnier n'a jamais été ni la plus grande, ni la plus influente. Les macronistes venus des LR et les proches de Michel Barnier doivent ainsi s'apprivoiser dans un délai contraint. « On apprend à se battre pour décrocher des ministères », sourit un prétendant à une entrée au gouvernement.

L'espoir est permis. Michel Barnier a l'ambition de « faire monter une génération » et donc de renouveler l'équipe sortante, assure un conseiller qui suit la composition du nouveau gouvernement. Un soutien du Premier ministre décrit, lui, un canevas d'exécutif avec des ministres de plein exercice expérimentés et des ministres délégués et secrétaires d'Etat plus jeunes. La nomination des premiers pourrait ainsi intervenir rapidement. Les premiers noms circulent : la sénatrice Sophie Primas à l'Agriculture, l'ancien député européen Arnaud Danjean aux Armées. Tous les deux sont membres des Républicains, sevrés de postes ministériels depuis douze ans.

@mdeprieck



SIPA PRESS

Michel Barnier à la rentrée des Jeunes Republicains au Parc Floral de Paris, le 4 septembre 2021.

Le Premier ministre veut composer un gouvernement « pas seulement de droite » pour incarner une forme d'équilibre

Qui acceptera d'incarner la jambe gauche de l'exécutif ?

Perle rare

Nommé jeudi dernier et issu des Républicains, **Michel Barnier doit désormais composer un gouvernement le plus large possible**, selon la demande d'Emmanuel Macron.

Dinah Cohen

La droite dispose d'un microclimat. La nomination de Michel Barnier a provoqué en son sein une pluie de candidatures. Rien à voir avec la sécheresse ambiante à gauche, où les prétendants sont inexistants. Nicolas Mayer-Rossignol, Laurence Tubiana, Raphaël Glucksmann, Carole Delga, Jérôme Guedj… Même les plus ouverts ont fait savoir à l'Opinion vendredi qu'ils ne souhaitent pas participer au futur gouvernement. Entre le congrès du Parti socialiste à venir et les élections municipales dans un an et demi, ils estiment avoir tout à perdre. Michel Barnier, lui, dit vouloir composer une équipe « pas seulement de droite ». Ce qui veut dire avec un peu de gauche.

Bernard Cazeneuve a ouvert le bal des refus. A peine le Premier ministre désigné, l'ancien socialiste, aussi pressenti pour Matignon, a balayé l'hypothèse d'une entrée au gouvernement. L'équation n'était pas très compliquée à résoudre, Michel Barnier ayant porté un moratoire sur l'immigration dans sa course à la présidence des Républicains en 2021. « Ce n'est pas une mise en cause de la personnalité de Michel Barnier qui est un homme respectable. Mais ses propos sont ceux d'un homme de droite », résume l'un de ses proches.

Reste donc la gauche… de la macronie. Là non plus, les prétendants ne se bousculent pas. Michel Barnier leur a bien envoyé quelques signaux. La « dette écologique » évoquée dès sa passation de pouvoir, l'« amélioration » de la réforme des retraites portée sur le plateau de TF1, ou encore une « plus grande justice fiscale ». Mais s'imaginer être le voisin de Bruno Retailleau - patron des sénateurs LR - en conseil des ministres a tendance à refroidir les esprits.

La nomination de Michel Barnier a d'ailleurs réactivé les velléités de créer un groupe « passerelle » entre la gauche et le centre à l'Assemblée nationale. Une première initiative de ce type a échoué en juillet. Lundi matin, ses artisans assuraient disposer de 25 membres potentiels. Des anciens socialistes qui siègent actuellement au groupe Liot, quelques élus du Modem, une partie des sociaux-démocrates d'EPR et le député non-inscrit Sacha Houlié. Sans certitude, à ce stade, de mener cette fois-ci le projet à son terme.

Les macronistes font face à un dilemme. La candidature de Michel Barnier a entraîné une certaine déception, accentuée par la mine réjouie des élus de l'aile droite. « Si personne n'y va, on contribue à faire que le gouvernement penche à droite. Mais si on y va, il faut accepter de participer à une aventure quand même dirigée par Les Républicains », grince une députée Ensemble pour la République (EPR).

Mises en garde. Les quelques figures de la social-démocratie à la sauce macroniste formulent leurs mises en garde. Dans *Libération*, le ministre sortant Roland Lescure - qui assure ne pas souhaiter conserver son portefeuille -, conditionne son soutien à Michel Barnier à la lutte contre le RN, l'Europe et « l'efficacité économique au service de l'égalité des chances et la transition écologique ». « On pourra participer si on a une feuille de route avec des fondamentaux qui fonctionnent bien : une intransigeance à l'égard des idées les plus radicales du RN, notamment sur l'asile, l'immigration, la suppression de l'AME », énumère de son côté un cadre du groupe Modem.

Interrogé par l'Opinion, l'ancien président du groupe centriste et chantre de la taxation des superprofits, Jean-Paul Mattei, se dit aussi « là pour servir » bien que « candidat à rien ». Là encore, pas de chèque en blanc : « Ce n'est pas pour être spectateur. Il faut vraiment qu'il y ait un souffle de rupture. »

Chacun tente de faire valoir ses conditions. Sans savoir si Michel Barnier, sur lequel la droite et l'extrême droite surjouent leur rôle de vigie, pourra en tenir compte. « Je ne pense pas qu'inclure la gauche à son gouvernement soit son problème. Il fait simplement semblant pour dire qu'il aura essayé. Sa vraie obsession, c'est de ne pas être censuré. Et plus il sera à droite, plus il aura la bienveillance du Rassemblement national », croit savoir un ancien socialiste.

Se pose aussi la question de l'incarnation. S'il faut regarder hors des sentiers battus, qui dispose encore d'une crédibilité suffisante pour incarner la jambe gauche ? « Si ce n'est pas quelqu'un avec une aura, ceux qui seront d'accord auront du mal à apparaître comme autre chose que des opportunistes », estime d'avance un conseiller ministériel. Des personnalités en rupture de ban sont nommées. Comme Manuel Valls, Premier ministre socialiste devenu soutien d'Emmanuel Macron en 2022. Ou Arnaud Montebourg, ancien candidat à la présidentielle. Dimanche, le nom du prétendant souverainiste était mentionné comme comptant parmi les personnes « compétentes » de la gauche par… Jean-Philippe Tanguy, député du Rassemblement national.

@DinahCohen


SIPA PRESS

Le ministre sortant **Roland Lescure** conditionne son soutien à Michel Barnier à la lutte contre le RN.

Tribune

« Les entreprises peuvent contribuer à réduire la récidive des sortants de prison »

Un collectif de chefs d'entreprise

Wake up Café, association reconnue par la justice comme un acteur majeur de la réinsertion des sortants de prison, fête aujourd'hui dix ans d'impact avec 2 300 personnes accompagnées et seulement 12,6 % de retour en prison.

C'est un fait : en France, un sortant de prison sur trois récidive dans l'année de sa sortie et deux sur trois dans les cinq ans. Nous sommes tous concernés par ces chiffres dont l'impact est réel sur notre vie collective. Pourquoi tant de récidive ? Comment la contrer ? Cette tribune a vocation à démontrer le rôle des entreprises dans une réinsertion réussie d'ex-détenus qui peuvent devenir contributeurs positifs dans la société, une fois leur peine purgée.

Réussir sa (ré)insertion est un réel défi, que ce soit après une longue peine ou de courtes peines à répétition. En prison, les détenus perdent (n'ont pas) un certain nombre de repères et de codes, essentiels à la vie en société et en particulier à la vie professionnelle : être à l'heure, s'exprimer, revoir ses priorités, s'entendre avec des collègues avec qui l'on n'a pas toujours grand-chose en commun…

Briser cette dynamique est possible et représente un enjeu de société fort, y compris économique : on estime aujourd'hui le coût public de la récidive à 1,4 milliard d'euros par an (source : ATIGIP, mars 2023).

Autonomie. Changer de parcours dès la sortie de prison, c'est avant tout choisir de retrouver de l'autonomie, de la respectabilité et un cadre de vie. Pour des personnes éloignées de l'emploi, avec peu voire pas d'expériences professionnelles, c'est quasiment impossible, en dépit du travail considérable des différentes administrations en prison et à la sortie. Un CV sans expérience, avec la case prison, n'est pas celui du candidat rêvé ! L'emploi est clé pour sortir du cercle infernal de la récidive, mais les entreprises ne sont pas équipées, ni organisées pour former et accompagner les anciens détenus. Comment y prendre part, sans mettre en péril son activité ou ses équipes ?

Nous, dirigeants d'entreprise, devons jouer un rôle aux côtés de l'Etat et des associations au service de la réinsertion des anciens détenus. Nous pouvons leur offrir des opportunités de formation et de compréhension du monde du travail : que ce soit par l'engagement de nos collaborateurs grâce au mécénat de compétences (avant et après la sortie de prison), par des financements, ou encore par la sensibilisation de nos managers pour leur permettre de relever ce défi d'embauches.

A travers notre soutien à Wake up Café, qui agit depuis dix ans en accompagnant les ex-détenus au plus près de leurs besoins, grâce à un cadre exigeant et bienveillant au quotidien, nous sommes fiers de contribuer à ce que des milliers d'anciens détenus retrouvent non seulement un revenu, mais aussi et surtout un cadre de travail, des compétences, des responsabilités et une reconnaissance sociale.

Nous sommes convaincus que cet accompagnement rapproché, tel que le propose Wake up Café, depuis 2014, allié aux forces de l'entreprise et de la Justice, contribue de manière efficace à transformer le paysage social de notre pays et que cette action s'inscrit pleinement dans notre responsabilité sociétale.

Sébastien Bazin, PDG du Groupe Accor, Nathalie Bellon, CEO de Sodexo Live et présidente de la Fondation Pierre Bellon, Jean-Laurent Bonnafé, DG de BNP Paribas, Guillaume Borie, DG de AXA France, Pierre Bouriez, DG du Groupe Louis Delhaize et président de Wake up Café, Gonzague de Blignières, cofondateur de Raise, Nicolas de Tavernost, vice-président de CMA Médias, Xavier Fontanet, ex-président d'Essilor, Clara Gaymard, cofondatrice de Raise, Clotilde Gilbert, DG de Wake up Café, François Jackow, DG d'Air Liquide, Xavier Niel, président du Groupe Iliad.

Retrouvez l'ensemble des signataires sur lopinion.fr

CHOISISSEZ UNE BANQUE QUI PENSE QU'UN BON MODÈLE D'ENTREPRISE CRÉE AUSSI DE LA VALEUR POUR LA SOCIÉTÉ

Avec le dividende sociétal, 15% du résultat net de notre groupe*
est consacré à financer des projets environnementaux et sociétaux.
C'est ça être une entreprise à mission.
Retrouvez tous nos engagements sur **cic.fr/engagements**



Construisons pour que le monde bouge.

*Engagement pris au sein de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, dont le CIC est l'une des entités.
CIC Crédit Industriel et Commercial - Société anonyme au capital de 611 858 064 euros - 6 avenue de Provence 75009 Paris - RCS Paris 542 016 381.

cic.fr

Le nouveau Premier ministre arrive dans un contexte économique morose. La France est soutenue par ses exportations et les JO

Barnier face à une croissance atone, dopée à l’argent public

Morosité

L’Insee revoit un peu à la baisse sa prévision pour la fin de 2024. L’acquis de croissance pour 2025 plafonnerait à 0,2%.

Marc Vignaud

Michel Barnier ne devrait pas pouvoir compter sur la croissance pour redresser les comptes publics. Dans sa dernière note de conjoncture publiée lundi, l’Insee constate que l’activité économique du deuxième trimestre a été un peu plus faible que ce qu’il avait anticipé en juillet, à 0,2% contre 0,3%. D’avril à juin, l’économie française a progressé comme la moyenne de la zone euro, mais beaucoup moins que l’Espagne, où elle a bondi de 0,8%.

En moyenne annuelle, la croissance devrait toutefois atteindre 1,1%, soit un peu plus que ce à quoi s’attendait le gouvernement sortant, grâce à des révisions à la hausse sur le début de l’année et à un rebond de 0,4% au troisième semestre porté par les Jeux olympiques et paralympiques. L’événement sportif devrait apporter un surplus de croissance de 0,3 point de juillet à septembre, et de 0,1 point sur l’ensemble de l’année.

Mais le soufflé retomberait à la fin de l’année avec un trimestre légèrement négatif à -0,1%. L’acquis de croissance pour 2025 serait donc faible, à seulement 0,2%. Autrement dit, si l’activité stagnait toute l’année prochaine, la croissance moyenne annuelle resterait scotchée à 0,2%.

Rétroviseur. Si l’on regarde dans le rétroviseur, on constate que l’activité hexagonale a notamment été portée, depuis trois trimestres, par l’augmentation des dépenses publiques, notamment des collectivités. Un moteur sur lequel le pays ne devrait plus pouvoir compter vu l’ampleur du déficit public attendu pour 2024. Malgré la fin de la crise Covid et énergétique, celui-ci pourrait continuer à augmenter à 5,6% du PIB, contre 5,5% en 2023, ce qui va nécessiter un effort de redressement considérable.

Une fois n’est pas coutume, sur la même période, la croissance a surtout été stimulée par le commerce extérieur, grâce à de bonnes ventes de navires et d’avions et le tourisme. Un

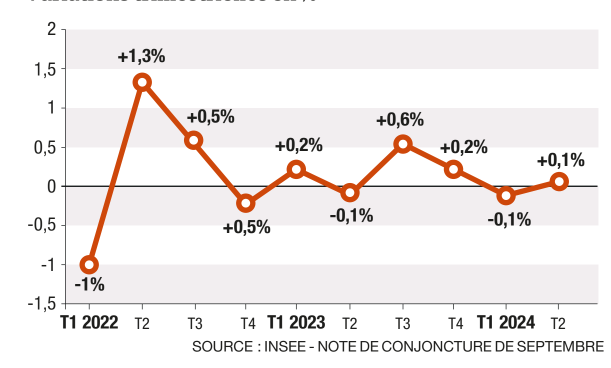
> *L’Insee se montre un peu plus pessimiste qu’il y a deux mois pour le second semestre, compte tenu de l’évolution du climat des affaires, très dégradé en juillet avant un petit rebond en août*

phénomène de rattrapage après la crise Covid. En juillet, l’Insee prévoyait une contribution à la croissance de 0,9 point du commerce extérieur. C’est une bonne nouvelle, mais cela signifie aussi que l’Etat enregistre des recettes fiscales un peu moins bonnes que prévu.

Car la demande intérieure, elle, reste « à l’arrêt pour le troisième trimestre consécutif », constate l’Insee. L’Institut a été surpris par la faiblesse de la consommation des ménages.

La consommation des ménages n’a toujours pas redémarré

Variations trimestrielles en %



SOURCE : INSEE - NOTE DE CONJONCTURE DE SEPTEMBRE

Malgré le passage de l’inflation sous 2% sur un an pour « la première fois depuis trois ans », ce qui signe une « désinflation un peu plus rapide que prévu », ils continuent à se montrer très prudents. « La reprise de la consommation se fait attendre malgré une nette amélioration du pouvoir d’achat portée par la désinflation et la revalorisation des prestations, en particulier des retraites », reconnaît Dorian Roucher, chef du département de la conjoncture de l’Insee.

La consommation alimentaire, qui semblait repartir, a « de nouveau trébuché au printemps ». Les Français continuent de jouer les fourmis : leur taux d’épargne a continué d’augmenter pour atteindre 17,9% de leur revenu disponible. Cela représente trois points de plus qu’avant la Covid.

Pour le reste de l’année 2024, l’Institut table sur une « légère embellie de la consommation », avec le début d’un redressement de la confiance des ménages constaté dans ses enquêtes. Les Français commencent à comprendre que les prix alimentaires n’augmentent presque plus, quand leurs salaires rattrapent un peu les pertes accumulées depuis 2022. Les industriels de l’agroalimentaire signalent une hausse de leurs carnets de commandes, comme les restaurateurs et les hôteliers.

De même, les Français sont plus nombreux à envisager, depuis cet été, d’acheter un logement, grâce à l’amorce d’une baisse des taux d’intérêt. Le nombre de mises en chantiers se stabilise, même si c’est à un niveau très bas. Résultat, l’investissement en construction cesserait de diminuer d’ici la fin de l’année.

Mais l’attentisme domine du côté des entreprises, confrontées à des taux d’emprunts élevés. « La situation politique crée de l’incertitude », note Dorian Roucher. L’Insee se montre donc un peu plus pessimiste qu’il y a deux mois pour le second semestre, compte tenu de l’évolution du climat des affaires, très dégradé en juillet avant un petit rebond en août.

« Quelque chose s’est passé en juillet, qui fait que les entreprises ont été nombreuses à réviser à la baisse leurs plans d’investissements », constate l’économiste. Leurs dépenses en services informatiques, qui ont été très dynamiques depuis trois ans, « semblent se gripper ». Quant à la mauvaise récolte de blé, elle pourrait amputer la croissance française de 0,1 point sur l’année.

Une telle conjoncture devrait entraîner une légère remontée du taux de chômage, dans un contexte où la réforme des retraites, conformément à son objectif, fait augmenter la population active.

@mvignaud



SIPA PRESS

La consommation alimentaire, qui semblait repartir, a « de nouveau trébuché au printemps », explique l’Insee.

Infrapolitique *L’effort pour rendre la politique folle*

La chronique de Raphaël LLorca



Depuis l’annonce de la dissolution le 9 juin dernier, les citoyens attentifs aux circonvolutions quotidiennes de la vie politique française (ils ne sont certes pas si nombreux) ont de quoi être perplexes, voire carrément troublés. Les séquences politiques s’enchaînent, toutes plus surréalistes les unes que les autres. On se pince lorsqu’Edouard Philippe juge qu’en plein chaos politique, il est opportun de déclarer sa candidature à l’élection présidentielle. On est tantôt dans Groland ou Le Gorafi, tantôt dans un mauvais feuilleton. « Matignon, ça me fait penser aux *Feux de l’amour* », lâche Fabien Roussel sur BFM-TV. « Il se passe à chaque épisode quelque chose, mais si jamais on en rate deux ou trois et qu’on reprend la série, on a l’impression d’avoir rien perdu, on en est toujours au même point. » Le système médiatique est construit de telle sorte que le commentaire politique suit, nécessairement, quitte à commenter dans le vide. Thierry Beaudet, le président du Cese, est cité comme une piste sérieuse ? Immédiatement, la machine se met en branle, et produit à la hâte éditos politiques, « récit des coulisses » et interviews pour s’efforcer, tant bien que mal, de redonner de la cohérence et de dresser des perspectives. En vain, puisque dès le lendemain, la piste était « débranchée », comme le veut la métaphore, d’une brutalité symbolique absolue.

Stupéfaction. « Matignon Circus » commente le journal *Le Monde*, qui attire l’attention sur un bandeau BFM-TV formulé de façon inhabituelle : « Matignon : Macron teste un nom par jour ! » – l’important étant le point d’exclamation, témoignant de la stupéfaction de la rédaction elle-même. Et de fait, même les commentateurs les plus chevronnés semblent perdre patience. J’en veux pour preuve ce plateau XXL proposé par une chaîne d’information en continu, la veille de la nomination de Michel Barnier. Alors que les commentateurs étaient invités à dérouler leurs analyses habituelles – rappeler le parcours politique de l’impétrant, les qualités et les faits d’armes qui feraient de lui un solide candidat pour Matignon –, un vent de rébellion a soufflé sur le plateau : tandis que l’un ironise sur le fait de devoir réitérer le même exercice pour la cinquième ou sixième

> *« Les nations, elles aussi, ont une vie psychique ; le fait que leurs dirigeants politiques disjonctent avec le réel ne peut pas rester sans effets collectifs »*

fois en quelques jours, une autre refuse de commenter un « os à ronger envoyé par l’Elysée ». Si même les commentateurs refusent de tourner en rond, c’est qu’une étape a bel et bien été franchie ...

« La politique me rend fou » m’a récemment confié un ami. Bien sûr, il exagère et parle au second degré (enfin, je crois). Il est certainement plus politiquement engagé que la moyenne des Français, et prend la chose très à cœur. Toutefois, et si nous le prenions au mot ? L’idée, c’est d’interroger les effets psycho-politiques de cette folle période. J’en suis intimement convaincu : les nations, elles aussi, ont une vie psychique ; le fait que leurs dirigeants politiques disjonctent avec le réel ne peut pas rester sans effets collectifs.

Le psychanalyste américain Harold Searles (1918-2015) a réalisé un important travail de compréhension de la « folie », en l’occurrence des cas de psychose, et a été pionnier dans le traitement psychanalytique de la schizophrénie. Dans *L’effort pour rendre l’autre fou*, texte rédigé en 1959 et publié en 1977 par les éditions Gallimard, Searles part d’un constat clinique : bien souvent, l’individu devient schizophrène en partie à cause d’un effort continu – largement inconscient – de la ou des personnes de son entourage, pour le rendre fou. « Rendre fou est dans le pouvoir de chacun », écrit-il. Il existerait même un certain nombre de « techniques » pour rendre l’autre fou : à chaque fois, il s’agit d’instaurer une relation interpersonnelle qui « tend à saper la confiance de l’autre en la fiabilité de ses propres réactions affectives et de sa propre réaction extérieure ». Encore une fois, tout se passe largement de façon inconsciente : il n’en reste pas moins que cette opération psychique, que l’auteur assimile par ailleurs au mécanisme de la propagande et du lavage de cerveau que l’on retrouve en politique, cette fois-ci sous une forme consciente, obéit à des motifs sous-jacents.

Injonctions contradictoires. L’hypothèse que je formule à tâtons est la suivante : et s’il y avait, au sein du personnel politique, une volonté inconsciente de rendre la politique folle ? A commencer par le président de la République, qui n’a eu de cesse de mettre à l’épreuve les oppositions politiques, en les entraînant dans des situations diverses, multipliant les injonctions contradictoires, comme pour voir si elles réagissaient normalement ou anormalement. Après avoir annoncé, je cite, une « finale » (!) Cazeneuve (PS) vs Bertrand (LR), il décide finalement de nommer à Matignon le premier ministre le plus âgé de l’histoire de la Ve République (73 ans), seulement huit mois après avoir nommé... le plus jeune Premier ministre de la Ve République (35 ans). L’évolution très rapide du

> *« La période offre davantage d’espaces aux manœuvres, aux “coups tordus”, aux initiatives personnelles : un monde politique déréglé, c’est autant d’opportunités de tirer son épingle du jeu »*

wording proposé par l’Elysée pour qualifier cette nouvelle ère a de quoi causer des effets désintégrant : s’agit-il d’un « parfum de cohabitation », d’une « coalibitation », d’une « coexistence » ou d’une « coopération exigeante » ?

A gauche, Jean-Luc Mélenchon n’a pas moins contribué à déstabiliser psychiquement sa famille politique. Lorsqu’il affirme haut et fort avoir « gagné » les élections législatives, et être en capacité, avec en tout et pour tout 182 députés, d’appliquer « son programme, rien que son programme, mais tout son programme », le militant de gauche ne peut qu’être déboussolé : s’il conserve la foi en son propre jugement, il conserve une prise solide sur la réalité, mais a le sentiment de trahir politiquement son camp ; s’il décide d’adhérer au récit du « viol démocratique », il maintient la relation politique mais fausse sa perception de la réalité. Autrement dit, la manœuvre installe un dilemme entre fidélité politique et fidélité rationnelle... soit, une terrible mise à l’épreuve de notre rapport interne au Vrai.

Searles explique que l’effort pour rendre l’autre fou repose souvent sur l’effort inconscient des participants pour essayer d’obtenir les gratifications qu’offre, en dépit de tout, un mode de relation « fou ». Et si la classe politique tirait (inconsciemment) bénéfice à ce que la politique soit folle ? Après tout, depuis le « coup d’Etat psychique » qu’a constitué la dissolution, la période offre davantage d’espaces aux manœuvres, aux « coups tordus », aux initiatives personnelles : un monde politique déréglé, c’est autant d’opportunités de tirer son épingle du jeu. Espérons que la période se referme très vite, sous peine de perdre définitivement l’attention du grand public qui, lui, aspire à un monde politique plus sain.

Raphaël LLorca, communicant, essayiste, est codirecteur de l’Observatoire « Marques, imaginaires de consommation et Politique » à la Fondation Jean-Jaurès. Il est notamment l’auteur de Le roman national des marques – le nouvel imaginaire français (Éditions de l’Aube, 2023).

Retrouvez **toutes nos chroniques** sur lopinion.fr

Accusé de laxisme en matière sécuritaire, le maire écologiste du Dauphiné fait face à la prolifération de kalachnikovs et d'armes de poing sur fond de trafic de drogues. Tout sauf un simple fait divers

Agent municipal tué à Grenoble : Eric Piolle et le retour du procès en angélisme

De sang-froid

Dimanche 8 septembre, au petit matin, un fonctionnaire municipal a été blessé mortellement de deux balles devant la mairie de Grenoble, après avoir tenté de retenir un conducteur ivre, impliqué dans un accident de la route. **Lundi soir, le suspect était toujours activement recherché par les forces de l'ordre.** Identifié, il était connu de la justice pour des faits de droit commun.

Antoine Oberdorff

« Le service public est mort avec toi » : les messages des collègues endeuillés de Lilian Dejean, l'agent de propreté de la mairie de Grenoble abattu à bout portant, dimanche matin, racontent l'ampleur du choc. En France, en 2024, un élan de civisme peut vous valoir deux balles en plein thorax. En uniforme ou en civil.

Toujours en fuite, le chauffard à l'origine de cet homicide laisse de nombreuses interrogations derrière lui : pourquoi a-t-il ouvert le feu après cet accident ? Comment s'est-il procuré un calibre de 9 millimètres ? L'immatriculation en Pologne de son véhicule (une grosse cylindrée de marque allemande) indique-t-elle qu'il s'agissait d'un narcotrafiquant ?

Avec ce nouveau drame, il s'agit du dix-huitième épisode de violences par armes à feu que connaît l'agglomération grenobloise depuis le début de l'année. « Nous n'en pouvons plus des armes à feu », a déclaré le maire écologiste de Grenoble, Eric Piolle, ce lundi lors d'un hommage rendu au fonctionnaire. La veille, en conférence de presse, il n'avait pas caché sa crainte qu'une « balle perdue » vienne ôter la vie d'autres innocents.

« Culture de l'excuse ». Comme souvent, l'esprit de polémique s'est mêlé à l'affliction. En matière de lutte contre l'insécurité, les élus écologistes sont décrits comme des idéologues aveuglés par la « culture de l'excuse » ; un véritable concentré d'angélisme. Avec une préférence systématique pour la prévention plutôt que pour la répression. Ainsi, le maire LR de Nice, Christian Estrosi, a jugé les propos d'Eric Piolle « inadmissibles », à la limite de la banalisation. Le député macroniste des Yvelines, Karl Olive, a insinué que l'édile serait « en partie responsable », l'invitant à cesser de voir Grenoble comme un « village de Schtroumpfs », tandis que l'ancien maire de Grenoble, Alain Carignon, aujourd'hui chef de file de l'opposition de droite, n'a pas hésité à tenir ses administrés pour « victimes du déni idéologique de la mairie ».

Auprès de l'Opinion, Eric Piolle balaie des critiques malveillantes émanant de « la fachosphère ». Il défend son approche faite de comités locaux de prévention de la délinquance avec, dit-il, une « véritable réflexion sur un problème de santé publique » lié à la consommation de drogues. « A Grenoble comme partout ailleurs, nous avons le sentiment d'écoper la mer à la petite cuillère, confie-t-il. Pourtant, on continue de faire comme si les coups de menton, les gesticulations et les effets de com à répétition qui prévalent depuis Nicolas Sarkozy fonctionnaient. »

Certes, les agents de police municipale grenoblois n'ont pas d'armes à feu, mais ils sont munis de pistolets à impulsion électrique. « Les polices municipales sont très peu sur la lutte contre les stupéfiants, qui requiert des compétences judiciaires et relèvent plutôt de la police nationale, tempère le politiste spécialiste de la police, Jacques de Maillard. Les polices municipales peuvent intervenir sur la voie publique, faire un peu de "harcèlement proactif", mais rien de plus. »



CAPTURE D'ECRAN BFMTV

Le maire de Grenoble en conférence de presse, dimanche. Cet été, la capitale des Alpes a été le théâtre de sept fusillades en trois semaines.

« Guerre des gangs ». En mai, dans le cadre des « opérations place nette » lancées par le ministre de l'Intérieur, un coup de filet mené par 430 policiers et CRS avait permis l'interpellation de treize individus, la saisie de 2 kg de cocaïne, ainsi que quatre armes, des chargeurs et des munitions à Echirolles, dans la banlieue sud de Grenoble. Or, la déstabilisation de points de deal provoque aussi des réactions en série. Cet été, sept fusillades ont eu lieu en trois semaines dans la capitale des Alpes. « Je n'avais pas vu ça depuis ma prise de poste, il y a cinq ans », témoignait le procureur de la République, Eric Vaillant auprès du *Parisien*, fin août. Il décrivait une « guerre des gangs » d'une rare intensité.

La menace n'est donc plus circonscrite aux règlements de comptes dans le milieu du grand banditisme. Elle n'est plus circonscrite tout court. « Sauf peut-être les plus idéalistes, personne ne parle plus de "sentiment d'insécurité", note le secrétaire national Unité SGP Police, Bruno Bartocetti, à partir du moment où le trafic de stupéfiants s'infiltre dans une ville, des armes à feu se mettent à circuler et font des dommages collatéraux ». Ce n'est plus seulement Marseille, rebaptisée en « narcoville », qui est en proie aux homicides liés à la criminalité organisée, mais l'ensemble des villes moyennes.

Les morts s'enchaînent, les signaux de détresse s'accumulent. Il y a tout juste une semaine, c'était la veuve d'Eric Comyn, le gendarme abattu à Mougins après un refus d'obtempérer, qui brisait le mur de l'indifférence : « La France a tué mon mari par son insuffisance, son laxisme et son excès de tolérance ». Bouleversante, son accusation ne ciblait pas un maire écologiste, mais engageait la responsabilité de la nation tout entière.

@A_Oberdorff

La haute juridiction administrative a examiné, lundi, les requêtes visant à annuler l'interdiction édictée par Gabriel Attal il y a un an

L'abaya à nouveau en débat au Conseil d'Etat

Ecole

La décision du Conseil d'Etat sur le port de l'abaya a été mise en délibéré après l'audience de lundi 9 septembre. Elle devrait mettre un terme (provisoire ?) au débat juridique sur le port de ce vêtement dans l'enceinte scolaire.

Marie-Amélie Lombard-Latune

Un an après l'interdiction de l'abaya et du qamis par Gabriel Attal, le sujet s'invite à nouveau au Conseil d'Etat. Cette fois, pour une audience de fond mais sans une affluence notoire, bien moindre que pour les précédents référés sur le même sujet ou, par exemple, que pour la question du hijab dans le football.

Ils ne sont pourtant pas moins de quatre associations ou syndicat (La Voix lycéenne, Le Poing levé, Action droits des musulmans et Sud Education) à demander l'annulation pour « excès de pouvoir » de la note de service signée par Gabriel Attal, alors ministre de l'Education, le 31 août 2023. Pour faire bonne mesure, Action droits des musulmans réclame la saisine de la CEDH pour avis. Pour autant, aucun des avocats des requérants n'est présent à l'audience, comme s'ils ne croyaient qu'à moitié à la portée de leurs arguments. Quant à Edouard Geffray, revenu au Conseil d'Etat après avoir été jusqu'en août dernier le directeur général de l'enseignement scolaire, il se déporte, ayant eu évidemment à connaître du sujet.

La position du rapporteur public, Jean-François de Montgolfier est, elle limpide pour aboutir à la conclusion que le port de l'abaya « s'inscrit bien dans une logique d'affirmation religieuse » et que le ministre était donc fondé à l'interdire.

La note de Gabriel Attal affichait la couleur en s'intitulant « Principes de laïcité à l'école et respect des valeurs de la République ». Elle intervenait après une période de « montée en puissance » de cette « tenue qui manifeste ostensiblement une appartenance religieuse » dans les enceintes scolaires, relevait le ministre.

Le rapporteur public évacue assez vite le débat sur le fait de savoir si l'abaya est ou non un vêtement religieux. Il rappelle que la loi du 15 mars 2004 sur les signes religieux ostensibles à l'école se garde d'énumérer tel ou tel vêtement et que la jurisprudence du Conseil d'Etat a validé le raisonnement consistant à dire que c'est le comportement de l'élève qui détermine le caractère ostensible, pas le vêtement ou le signe (une croix par exemple) lui-même.

La loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat n'interdit pas à ce dernier d'appliquer la loi en qualifiant un fait religieux, en interprétant la religion comme un fait social

Or, l'abaya, rappelle le rapporteur, est un vêtement traditionnel, voire austère, s'étant répandu dans le monde musulman à la faveur d'un retour à une conception fondamentaliste de l'islam.

Par ailleurs, insiste-t-il, la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat n'interdit pas à ce dernier d'appliquer la loi en qualifiant un fait religieux, en interprétant la religion comme un fait social.

Si les parties hostiles à l'interdiction avancent que seule une appréciation individuelle, au cas par cas, serait pertinente, il n'en est rien, selon le rapporteur public : « Sa forme épurée, sans broderies, renvoie l'image de « pieuse musulmane ».

Enfin, pas besoin de transmettre l'affaire à la CEDH qui a déjà tranché en reconnaissant qu'un Etat peut vouloir assurer la sauvegarde du principe de laïcité. Quant au « droit à l'éducation et à l'instruction », argument invoqué par les requérants, il y est répondu qu'il peut être assuré par l'enseignement à distance, l'enseignement privé ou l'instruction en famille.

L'interdiction émise par Gabriel Attal, mesure emblématique de son arrivée en fanfare à l'Education nationale, avait produit l'effet escompté : un rapide coup d'arrêt aux abayas (et plus rares qamis) dans les collèges et lycées. Mais les tensions n'ont évidemment pas disparu. En témoigne l'affaire du proviseur du lycée Maurice-Ravel à Paris, menacé de mort pour avoir exigé d'une élève qu'elle retire son voile.

@malombard

Le chef de l'Etat tente de renouer le dialogue avec Alger. Le dossier du Sahara occidental avait tendu la relation

Pourquoi Macron a tout de suite félicité Tebboune

Réélection

Dans un communiqué publié pour la réélection d'Abdelmadjid Tebboune, **Emmanuel Macron a loué « la relation exceptionnelle » qui lie la France à l'Algérie dans plusieurs domaines** (mémoire, économie, éducation, culture, sécurité). « Le dialogue entre nos deux pays est primordial, notamment dans le contexte de la présence de l'Algérie au Conseil de sécurité », précise le texte dans lequel le président français adresse ses vœux de succès à son homologue algérien.

Pascal Airault

Emmanuel Macron n'a pas tergiversé pour transmettre ses « plus vives félicitations » à Abdelmadjid Tebboune pour sa réélection. Le communiqué de l'Elysée, publié quelques heures après l'annonce des résultats, a été mis en ligne lundi vers une heure du matin au retour de la cérémonie de clôture des Jeux paralympiques à laquelle le chef de l'Etat a assisté. Dimanche soir, le président de l'autorité électorale (Anie), Mohamed Charfi, avait proclamé la victoire du président algérien avec un score plébiscite de 94,65% des suffrages.

Le chef de l'Etat français a été l'un des premiers dirigeants étrangers à féliciter Tebboune. Cette célérité tranche avec les atermoiements de 2019. Le locataire de l'Elysée avait attendu cinq jours pour adresser « ses vœux sincères de succès » à son homologue algérien, lors d'un appel téléphonique, après avoir simplement « pris note » du résultat, trois jours plus tôt.

Alger n'était alors pas encore sortie du hirak. Aujourd'hui, Paris est dans la realpolitik. « Emmanuel Macron va multiplier les gestes à l'égard de l'Algérie pour tenter de relancer une relation écornée par l'évolution de la position de l'Elysée sur le Sahara occidental pour se réconcilier avec le Maroc, avance Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam) à Genève. Il veut renouer le dialogue et relancer le projet d'invitation du président Tebboune pour une visite d'Etat en France. »

Nouvel ambassadeur. Du côté français, on a apprécié que le voisin méditerranéen ne sanctionne pas les entreprises françaises. Le candidat Tebboune n'a pas, non plus, ravivé les questions mémorielles ni tapé sur la France durant sa campagne. Et il serait même en train de réfléchir à nommer un nouvel ambassadeur à Paris après le retrait de Saïd Moussi. Pourtant, en privé, le dirigeant algérien s'est montré assez déçu de l'attitude de son homologue. « Il faut oublier pour l'instant la relation bilatérale », confie l'un de ses proches.

Ce n'est pas le pari du chef de l'Etat français qui devrait dorénavant se concentrer davantage sur son domaine réservé (Défense, Affaires étrangères). « Une impasse totale n'est dans l'intérêt ni de Paris ni d'Alger qui ont des coopérations dans plusieurs domaines, particulièrement la sécurité et les dossiers régionaux, poursuit Hasni Abidi. Tout n'est pas perdu pour la France à condition de ne pas faire de la surenchère et devenir le parrain du plan marocain pour le Sahara occidental. Le président Tebboune avait plaidé auprès de l'institution militaire pour un rapprochement avec la France. Il sera peut-être un peu plus prudent en attendant de voir qui sera nommé ministre des Affaires étrangères à Paris. Les deux pays peuvent repartir sur une réelle dynamique à l'issue d'une période de transition. »

Des deux côtés de la Méditerranée, il ne manque pas de lobbies hostiles à toute velléité de resserrement des liens entre les deux pays. Le dirigeant français dispose du rapport Stora pour alimenter les gestes de bonne foi envers Alger, particulièrement dans le domaine des restitutions. Abdelmadjid Tebboune, de son côté, a besoin de succès diplomatiques alors que son pays a connu des déceptions avec plusieurs partenaires européens et sahéliens.

@P_Airault

La fabrique de l'Opinion

L'invitée du 8 Bellini

Caroline Fourest

« En politique, il est tentant de voir surtout des #Metoo chez ses adversaires. Le féminisme à indignation variable n'est pas mon féminisme »

L'essayiste et réalisatrice n'est pas du genre à se laisser emporter par *Le Vertige MeToo*, le titre de son livre (Grasset, parution le 11 septembre). Au contraire, féministe de longue date, mais aussi très en prise avec l'époque actuelle, elle porte un regard extrêmement lucide sur ce mouvement, ses vertus comme ses excès. Si les dénonciations anonymes, les intimidations, les règlements de comptes ne cessent pas, le retour de bâton pourrait être sévère, prédit-elle.

Salutaire, la déflagration #MeToo conduit parfois à des excès, écrivez-vous. Un viol comme un geste déplacé, un prédateur caractérisé comme un dragueur au comportement lourd sont mis sur le même plan. En est-on arrivé à un point de non-retour ? La libération de la parole s'est-elle transformée en tyrannie ?

Le mouvement #MeToo, qui m'enthousiasme et que je soutiens, soyons bien clairs, est effectivement à un tournant. Après des années de silence, de chape de plomb, d'intimidation des victimes, il fallait en passer par là pour que le couvercle saute. #MeToo doit maintenant réussir sa maturité. Depuis l'affaire Weinstein en 2017, une centaine de personnalités ont été mises en cause en France, et certaines carrément « annulées » [la « cancel culture », NDLR]. Un bon trois quarts ne l'avait pas volé. Mais peut-on mettre sur le même plan Patrick Poivre d'Arvor, accusé de faits graves par une trentaine de femmes, et d'autres hommes simplement soupçonnés de propositions déplacées ? Certains médias sont allés trop loin dans la chasse #MeToo, devenue un fonds de commerce.

Vous citez Mediapart dans votre livre…

C'est un média qui sème la terreur dans le cinéma, au point qu'il suffit qu'une rumeur annonce une enquête Mediapart en cours pour annuler des contrats. Il lui arrive de publier des enquêtes nécessaires et fouillées. Comme lorsqu'il a dévoilé la face sombre du monstre sacré qu'est Gérard Depardieu. Mais aussi de se caricaturer et de jeter des noms en pâture pour des faits brumeux, sur la base de dénonciations anonymes, loin de la moindre affaire Weinstein. Au prétexte de #MeToo, des faits qui ne correspondent pas à la définition juridique de l'agression sexuelle sont désormais amalgamés sous le vocable flou et politique de « violences sexuelles et sexistes », qui recouvre des situations extrêmement variées. Une façon d'abîmer le beau mot de MeToo pour vendre du papier ou générer du clic.

Vous abordez là un point central : finalement, le meilleur « juge de paix » ne reste-t-il pas la justice ?

Le « Je te crois sur parole » peut être tyrannique et créer de graves injustices. Je lui préfère « Je t'écoute ». Mais faut-il pour autant s'en tenir à la justice, rien qu'à la justice ? Je ne le crois pas, car la justice passe rarement dans ces affaires, trop difficiles à prouver. Le doute doit certes bénéficier à l'accusé en droit, mais dans la vie, si nous voulons protéger, il faut bien se faire une opinion, a fortiori quand nous sommes journalistes.

Cette démarche n'est-elle pas très empirique, source d'erreurs ?

C'est une prise de risque. Mais faut-il médiatiser à la première accusation ? Je me suis construit ma propre éthique à partir du cas de Tariq Ramadan. J'ai reçu les confidences terribles de femmes qui, pendant plusieurs années, n'ont pas osé porter plainte. Elles avaient trop peur. Eh bien même face à cet adversaire, sans doute le personnage le plus toxique que j'ai eu à connaître, je n'ai pas voulu médiatiser ce qu'elles m'avaient confié sans qu'elles portent plainte.

Mais une plainte n'est pas une garantie de véracité. De nombreuses affaires le démontrent…

Il existe effectivement des plaintes invraisemblables. Je pense à celle visant Caroline Rey-Salmon, pédiatre et légiste réputée, féministe. Elle s'est battue toute sa vie contre les violences faites aux enfants, et elle s'est retrouvée accusée d'agression sexuelle par une jeune femme de 25 ans qui venait de porter plainte pour inceste et devait être examinée. Un acte que cette jeune femme, traumatisée, a très mal vécu. Car elle appartient à cette génération où toute pénétration mal ressentie, même à visée médicale ou légale, est un viol. Cette plainte a été classée sans suite, tout comme celle accusant de « viols » l'ancienne secrétaire d'Etat et eurodéputée Renaissance Chrysoula Zacharopoulou pour des examens gynécologiques. Mais des personnalités publiques comme Sandrine Rousseau ont abondamment entretenu la confusion entre ce qui relève du pénal et ce qui relève du médical.

On aborde là l'instrumentalisation politique de #MeToo, son côté chasse aux sorcières.

Toute cause puissante engendre des convoitises. En politique, il est tentant de voir surtout des #Metoo chez ses adversaires. Ce féminisme à indignation variable n'est pas mon féminisme. Il faut dénoncer les prédateurs, quelles que soient leurs étiquettes politiques. Comme il est normal d'accorder une seconde chance à tous, même si un homme est condamné pour une gifle isolée comme Adrien Quatennens (LFI) ou lorsque Julien Bayou (EELV) est dénoncé pour des infidélités et des comportements privés qui ne relèvent pas de la justice. Il n'y a pas non plus à sélectionner selon le faciès des agresseurs. L'extrême droite se découvre soudainement féministe quand il s'agit de dénoncer des viols de rue, pour pointer du doigt les étrangers. A l'extrême gauche, au contraire, on oublie de s'indigner si les viols viennent de « racisés ». Parfois, même, on qualifie de « résistance » les viols commis lors des pogroms du Hamas le 7 octobre ! Ce « féminisme » cynique salit #MeToo.

« A l'extrême gauche, on oublie de s'indigner si les viols viennent de "racisés". Parfois, même, on qualifie de "résistance" les viols commis lors des pogroms du Hamas »



SIPA PRESS

Votre prudence, vos nuances, ne sont-elles pas balayées par les jeunes générations totalement acquises à une vision plus intransigeante de #MeToo ? Comment leur parler ?

Cela va être très dur ! Mais je suis convaincue que nous pouvons mener cette conversation. Cet exercice de clarté est absolument nécessaire si l'on veut éviter de laisser ces alertes aux anti-MeToo.

Les excès de #MeToo ne risquent-ils pas de provoquer un retour en arrière ?

Les mises en cause, souvent dans un esprit de meute, sont effectivement allées très loin dans le monde culturel, dans le cinéma en particulier. Au point qu'une véritable intimidation s'est installée, parfois suivie de mort sociale. Mais une affaire que j'ai suivie de près et qui m'a décidé à écrire ce livre a commencé à choquer au sein de ce milieu. Elle concerne le Collectif 50/50, créé à l'origine pour défendre la parité dans le cinéma français. En 2022, une actrice accuse une productrice féministe, administratrice de 50/50, de l'avoir agressée sexuellement lors d'une soirée en tout petit comité… Pour un geste furtif qu'aucun membre du Collectif présent dans la même pièce n'a vu. Or cette accusation va bouleverser la vie de cette productrice et servir à régler des comptes idéologiques. La branche la plus woke du Collectif, menée par Aïssa Maïga et Céline Sciamma, va en profiter pour écarter les militantes féministes croyant à la présomption d'innocence, comme Agnès Jaoui et d'autres fondatrices. Avec cette affaire, plusieurs professionnels du cinéma ont réalisé que l'on allait trop loin. Comme avec cette prétendue « liste noire » d'acteurs coupables de violences sexuelles ayant circulé à la veille de la dernière édition du festival de Cannes. Une rumeur diffusée par des comptes complotistes comme « Zoé Sagan ». L'éviction d'Ibrahim Maalouf du festival de Deauville a achevé de choquer. La partie n'est pas gagnée, mais ces dérives commencent à émouvoir. Ça bouge. Il va falloir profiter de cet instant pour dire aux jeunes générations : « Vous avez raison d'être intransigeantes. Mais on s'est battus pour ne rien laisser passer, pas pour être tyranniques. »

CAROLINE FOUREST

Le Vertige MeToo

Grasset

Le Vertige MeToo, de Caroline Fourest. Grasset, 22 euros, 336 pages.

Un autre facteur qui fait prospérer #MeToo n'est-il pas le business autour des violences sexuelles et sexistes ?

#MeToo n'est pas responsable de cette dérive commerciale. Faire de la prévention dans les entreprises, former les équipes de tournage n'est pas inutile. Mais, bien sûr, il existe des opportunistes qui en profitent pour jouer aux redresseurs de torts de façon improvisée et qui broient des équipes. On a même vu des militantes dites « de gauche » massacrer le droit du travail comme on l'a vu dans le licenciement abusif, condamné par les Prud'hommes, d'un journaliste de *Télérama*. Une affaire où le cabinet Egaé de Caroline De Haas est mis en cause pour ses méthodes expéditives.

Comment réagissez-vous à la nomination de Michel Barnier qui, en 1981, a voté contre la dépénalisation de l'homosexualité ?

C'était en 1981, et ce n'est qu'un gouvernement provisoire qui ne va pas légiférer sur ces sujets…

Interview
Marie-Amélie Lombard-Latune
@malombard

Identités
Cap sur 2027… ou avant

La chronique de Hakim El Karoui



Michel Barnier a enfin été nommé. Après deux mois de tergiversations, la nomination d'un responsable politique d'expérience, intellectuellement honnête et sans ambition pour 2027 est probablement une bonne nouvelle. Les circonstances de sa nomination et la distribution des rôles qu'elle autorise permettent d'entrevoir le scénario des prochains mois et le jeu des acteurs.

La gauche a une stratégie claire : celle de l'affrontement. Avec une alliance électorale indéfectible entre LFI, les écologistes et le PS. Pas question de rupture entre eux car, unis, le nombre de députés de chaque parti est deux fois supérieur à ce qu'il serait si le PS, LFI, les Verts et les Communistes allaient aux élections en ordre dispersé.

Pour le Parti socialiste, le dilemme est moral : redevenir un parti de gouvernement au risque de disparaître électoralement, renaître progressivement grâce à ses élus nationaux, mais rester inféodé à LFI. Ceux qui tiennent le parti (Olivier Faure, Boris Vallaud…) savent qu'ils n'ont pas d'autres choix s'ils veulent faire exister la structure que de coller à Mélenchon et consorts. Ceux qui sont très minoritaires au sein du parti (Hélène Geoffroy, Nicolas Mayer-Rossignol) ou qui l'ont quitté (Bernard Cazeneuve) critiquent cette alliance et plaident pour un réalisme gouvernemental hostile à LFI. En posant la question du soutien du NFP à Bernard Cazeneuve, Emmanuel Macron a donné l'occasion au PS de choisir. La ligne pro-Mélenchon l'a emporté. Elle ne devrait pas être remise en cause dans les prochains mois voire les prochaines années.

Couperet. Côté RN, le message est très clair : en nommant Michel Barnier, Emmanuel Macron a mis en place une personnalité issue d'un parti largement minoritaire à l'Assemblée, qui sera soumis au couperet du RN qui pourra, du jour au lendemain (avec l'appui de la gauche), le censurer. Ce soutien sans participation est une stratégie intelligente : Marine Le Pen et Jordan Bardella prennent le temps de se préparer pour 2027 ; ils crieront victoire sur certains textes comme sur la loi immigration en début d'année et se désolidariseront du gouvernement sur d'autres. Surtout, Marine Le Pen est devenue la maîtresse des horloges du temps politique français.

Gabriel Attal et Renaissance vont être progressivement marginalisés. L'ancien Premier ministre n'aura pas d'autres solutions que de se démarquer du Président pour exister. Il sera mécaniquement renvoyé à gauche, lui qui a fait sa rapide carrière en allant sur les terres de droite.

Quant à Michel Barnier, il va, de fait, devoir composer avec trois groupes : Renaissance, LR et le RN. Son budget sera le premier signe politique de cette alliance de fait. Il marquera le début de la rigueur budgétaire. Le texte sur la fin de vie pourrait revenir dans les débats. D'autres textes techniques aussi. Et peut-être un nouveau tour de vis sur l'immigration.

Mais, cette mécanique bien huilée pourra déraper : en cas de mouvement social qui devient prévisible car la gauche n'a aucune raison de se laisser faire. Surtout, le nouveau gouvernement dépendra de Marine Le Pen et du moment qu'elle choisira pour provoquer une crise politique.

@helkaroui

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

THE WALL STREET JOURNAL.
DOW JONES 10 septembre 2024 & l'Opinion NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

USA 2024 : le possible retour de Trump inquiète les renseignement américains

WASHINGTON – Lorsque Donald Trump a été inculpé pour sa mauvaise gestion de documents classifiés, ses avocats ont indiqué que l'un de ses moyens de défense consisterait à démontrer que « la communauté du renseignement avait agi avec partialité contre lui », et qu'il ferait état de toute série de fautes remontant à la première procédure de destitution engagée contre lui, quand il était président.

Alors que l'élection entre dans sa dernière ligne droite, d'anciens et d'actuels hauts responsables des services de renseignement mettent en garde contre le risque que M. Trump, au cours d'un second mandat, cherche à se venger et à exploiter les puissantes agences d'espionnage américaines à ses propres fins politiques. L'ancien président républicain pourrait par ailleurs nommer à la tête de certaines de ces agences des personnalités marquées par leur scepticisme vis-à-vis de la communauté du renseignement, selon des personnes au fait de ses réflexions.

« Le président Trump est déterminé à ramener la communauté du renseignement dans ses limites constitutionnelles et statutaires », indique ainsi Brian Hughes, l'un des principaux conseillers de son équipe de la campagne. Il ajoute que M. Trump « s'est engagé à briser l'emprise qu'ont certains intérêts bien établis sur la prise de décision et l'exercice de la volonté du peuple américain. »



SIPA PRESS

D'anciens et d'actuels hauts responsables des services de renseignement américains mettent en garde contre le risque que Donald Trump cherche à se venger et à exploiter les puissantes agences d'espionnage à ses fins politiques.

Reste que l'antipathie va également dans l'autre sens. Cela pourrait déboucher su une relation potentiellement toxique entre M. Trump et la CIA et ses agences sœurs alors même que les Etats-Unis doivent relever les nombreux défis posés par la Chine, la Russie et d'autres pays dans le monde.

Certains hauts responsables du renseignement à la retraite, qui se targuent habituellement d'être apolitiques, sont sortis de leur réserve au cours du premier mandat de M. Trump pour critiquer sa gestion des secrets américains et son aversion pour les rapports de renseignement qui contredisent ses opinions. M. Trump lui-même a été accusé à plusieurs reprises de mal gérer des informations classifiées, et ce bien avant que des cartons de documents classés secrets ne soient découverts dans sa résidence de Floride lors d'une perquisition du FBI en 2022. Certains responsables des services de renseignement craignent qu'un second mandat de M. Trump ne marque un retour à de telles pratiques de la part de la Maison Blanche.

« Les hauts dirigeants sont vraiment inquiets », reconnaît ainsi dans une interview le général Michael Hayden, retraité de l'armée de l'air, et ancien directeur de la CIA sous l'ancien président républicain George W. Bush. Il s'attend à ce qu'une

Lire TRUMP en page II

Comment Telegram est devenu la marketplace préférée des criminels

Elisabet Balk ne s'est pas posée de questions lorsqu'elle a uploadé un selfie et une photo de sa carte d'identité pour valider la création d'un nouveau compte sur les réseaux sociaux. Mais lorsqu'elle a découvert que ces images étaient en vente sur l'application de messagerie Telegram, cela l'a terrifiée.

Les données personnelles de cette esthéticienne finlandaise font partie d'un immense volume de contenu obtenu illégalement sur la nouvelle marketplace favorite des criminels.



HENRI VOGT FOR WSJ

Elisabet Balk, une Finlandaise âgée de 21 ans, a été prévenue par un utilisateur que ses données personnelles étaient en vente sur Telegram.

Telegram, dont le directeur général, Pavel Durov, a été arrêté en France le mois dernier, est devenu la première plateforme Internet où l'on peut acheter des données piratées, des armes, des stupéfiants et du contenu pédopornographique, selon d'anciens et d'actuels représentants des forces de l'ordre et des chercheurs spécialisés dans la cybercriminalité.

Telegram, à la fois réseau social et application de messagerie, est facile à utiliser. Il suffit d'un numéro de téléphone pour créer un compte. L'entreprise basée à Dubaï affirme n'avoir jamais divulgué les données de ses utilisateurs à des tiers. Elle explique avoir adopté une approche de laisser-faire en matière de modération de contenu.

Les autorités judiciaires françaises ont notamment accusé M. Durov de « complicité de diffusion d'images pédopornographiques, de trafic de stupéfiants et de logiciels de piratage sur l'application », qui dit compter près d'un milliard d'utilisateurs. Telegram est également visé pour avoir refusé de coopérer à des enquêtes sur des activités illégales menées sur la plateforme.

M. Durov a déclaré jeudi que Telegram n'était pas parfait, mais qu'il n'était pas non plus une « sorte de paradis anarchique ». Il a ajouté que la plateforme était toujours ouverte au dialogue avec les autorités de régulation.

Mike Ravdonikas, directeur de l'exploitation de Telegram, a déclaré que l'explosion du nombre d'utilisateurs avait entraîné des « difficultés grandissantes au niveau de la modération des contenus », que l'entreprise s'emploie à remédier. Telegram n'a pas été conçu pour les crimi-

Lire TELEGRAM en page II

Après l'euphorie dans les jeux vidéo, les licenciements

Au début des années 2000, Tarl Raney sortait tout juste de la fac quand, dans le journal, il a vu une offre pour ce qui avait tout l'air d'être un job de rêve.

« Ca vous dit de gagner de l'argent en jouant à des jeux vidéo ? », disait l'annonce. « Ah, mais carrément », s'est-il dit.

C'est ainsi que M. Raney a passé les deux décennies suivantes dans le secteur des jeux vidéo, évoluant de testeur à chef de projet. Un métier de rêve devenu une carrière de rêve... Jusqu'à ce que, comme 800 de ses collègues d'Epic Games, le créateur de *Fortnite*, il soit licencié à l'automne dernier. Trois mois plus tard, il retrouvait du travail dans un studio indépendant. En juin, il était à nouveau limogé.

« La deuxième fois, ça vous met vraiment un coup au moral, raconte cet homme de 47 ans qui vit près de Dallas et s'est remis à chercher un emploi. J'adore ce secteur, mais j'ai peur que ça m'arrive encore une fois. »

A l'instar du cinéma, du sport ou de la musique, les jeux vidéo sont un secteur concurrentiel : beaucoup de gens veulent transformer leurs rêves d'enfant en métier d'adulte et il est donc difficile de s'y faire une place. Mais pour les heureux élus, la stabilité était assurée puisque le secteur, en pleine croissance, apportait projet sur projet.

Le problème, c'est que cette stabilité a disparu l'an passé. Les studios ferment leurs portes, les lancements sont annulés et toutes les semaines ou presque, des licenciements sont annoncés. Comme M. Raney, des milliers de salariés se demandent donc s'ils doivent persévérer dans leur métier passion ou envi-

Lire JEUX VIDEO en page II

TELEGRAM

Suite de la page I

nels, mais pour l'écrasante majorité des utilisateurs respectueux des lois, a-t-il ajouté.

Les modérateurs de Telegram suppriment quotidiennement des millions de messages dangereux et luttent activement contre les contenus illégaux, notamment la vente de données privées et le partage de matériel pédopornographique.

Selon des chercheurs et des enregistrements de chats, les usurpateurs d'identité, les réseaux pédophiles et les trafiquants de drogue utilisent Telegram comme une vitrine pour vendre leurs marchandises. Une étude réalisée en février par une ONG internationale a révélé que Telegram était l'application la plus utilisée pour visionner et partager des contenus pédopornographiques.

« Telegram est l'épicentre de toutes les activités illicites auxquelles vous pouvez penser »

Le canal Telegram qui a publié les images de Mme Balk a été lancé il y a deux ans et comptait environ 3 000 abonnés.

Chaque jour, le canal faisait la promotion de toute une série de passeports, de cartes d'identité et de selfies – autant d'« échantillons » de lots plus importants – que les escrocs pouvaient utiliser pour ouvrir des comptes bancaires au nom de leurs victimes. Pour acheter un lot complet, le propriétaire du canal demandait à ses membres de le contacter via un chat privé. Le canal a été supprimé après que *The Wall Street Journal* a posé des questions à Telegram à ce sujet pour le présent article.

Il existe des milliers de canaux et de groupes sur Telegram où il est possible d'acheter des identités volées susceptibles d'être utilisées pour ouvrir des comptes bancaires et des comptes titres. Certains affirment même pouvoir fournir des comptes bancaires déjà créés à l'aide d'informations dérobées. Un canal appelé Bank Store Online proposait ainsi à la vente des comptes dans plus de 60 banques et bourses de cryptomonnaies, pour un prix allant de 80 dollars pour un compte personnel à 1 800 dollars pour un compte professionnel. Les paiements étaient effectués en cryptomonnaie.

En Russie, où M. Durov a lancé Telegram en 2013, la plateforme est aussi prisée par les intermédiaires qui arrangent des transactions permettant de contourner les sanctions américaines, comme la contrebande de pièces détachées d'armes, comme l'a précédemment rapporté *The WSJ*.

Plusieurs groupes font de la publicité pour la vente de drones et d'appareils Starlink – de petites antennes permettant d'accéder au service Internet par satellite géré par SpaceX d'Elon Musk – à des unités de combat russes en Ukraine. En février, M. Musk a affirmé sur Twitter (désormais X) qu'aucun produit Starlink n'avait été vendu directement ou indirectement à la Russie, du moins à sa connaissance.

« C'est l'épicentre de toutes les activités illicites auxquelles vous pouvez penser », résume Evan Kohlmann, fondateur de Cloudburst Technologies, une entreprise qui surveille la cybercriminalité sur les plateformes de comme Telegram, et qui conseille fréquemment les agences gouvernementales américaines.

« La prochaine itération »

Avant l'explosion de Telegram, les criminels se retrouvaient généralement dans des recoins de l'Internet connus sous le nom de « darknet ». Ces sites ne sont pas indexés par les navigateurs web et ne sont accessibles qu'avec l'aide d'un logiciel spécifique qui masque l'identité des utilisateurs. Les internautes ordinaires tombent rarement dessus. Un célèbre exemple est celui du marché noir en ligne Silk Road, qui a été fermé depuis.



EMANUELE SATOLLI FOR WSJ

Les autorités judiciaires françaises ont accusé Pavel Durov, le patron de Telegram, de « complicité de diffusion d'images pédopornographiques, de trafic de stupéfiants et de logiciels de piratage sur l'application ».

La navigation sur les marketplaces du « darknet » est lente, les interfaces sont peu pratiques et les serveurs qui les hébergent sont vulnérables aux opérations de démantèlement des forces de l'ordre. A l'inverse, Telegram est rapide et fonctionnel, avec des fonctions qui facilitent l'achat et la vente d'objets directement via l'application.

Selon les chercheurs, la facilité d'utilisation de la plateforme a donné un coup de fouet à plusieurs types d'activités criminelles présumées, en particulier la vente de données personnelles piratées et de contenus pédopornographique.

Telegram représente « la prochaine itération » après que l'Internet a permis aux pédophiles de se retrouver en ligne, observe Dan Sexton, directeur de la technologie à l'Internet Watch Foundation (IWF), un service britannique d'assistance téléphonique pour les abus sexuels commis sur des enfants qui recueille des données dans le monde entier.

L'IWF a constaté que les nouveaux sites web qui vendent du contenu pédopornographique dirigent presque tous les internautes vers Telegram pour procéder à des transactions et échanger leurs coordonnées bancaires.

Contrairement à d'autres entreprises de réseaux sociaux telles que Meta et Snap, Telegram ne signale pas les images d'abus sexuels d'enfants à l'IWF ou à son équivalent américain, le National Center for Missing and Exploited Children. (L'application Instagram de Meta a également fait l'objet de critiques concernant la modération de ce type de contenu).

Dans le cadre de ses discussions avec Telegram, l'IWF a encouragé la plateforme à devenir membre de son organisation, ce qui lui donnerait accès à sa vaste base de données d'images pédopornographiques signalées comme telles, afin d'empêcher les délinquants de les partager à nouveau. « Nous n'avons eu aucun retour », déplore M. Sexton. Telegram a déclaré vendredi avoir contacté l'IWF pour renouer le dialogue.

M. Ravdonikas, directeur de l'exploitation de Telegram, a déclaré que les images téléchargées sur Telegram sont comparées à la base de données de la société sur les contenus pédopornographiques, qu'elle s'efforce d'enrichir avec des données de tiers.

Fin août, une section du site web de Telegram consacrée au signalement de contenus illégaux indiquait que les discussions de groupe étaient privées et que Telegram ne traiterait aucune demande les concernant. M. Ravdonikas a expliqué que les modérateurs ne peuvent pas contrôler de manière proactive les discussions de groupe privées, qui peuvent compter jusqu'à 200 000 membres, mais que les utilisateurs peuvent signaler les contenus qui y sont partagés.

Données personnelles à vendre

Les données personnelles comme celles de Mme Balk se retrouvent sur le marché noir à la suite de fuites de données et de piratages. La jeune femme de 21 ans, qui vit dans la banlieue d'Helsinki, avait uploadé le selfie et la photo de sa carte d'identité pour valider la création d'un compte sur le site de réseaux sociaux pour adultes OnlyFans. Elle explique qu'elle ne faisait que s'amuser avec des amis. Ses images sont apparues en février sur Telegram lorsqu'un canal appelé Dock Services les a publiées dans le cadre d'un lot de pièces d'identité finlandaises à vendre, au prix de 8 dollars l'unité. Selon les chercheurs en cybercriminalité qui ont suivi l'affaire, sa photo de portrait semble avoir été manipulée à l'aide d'un outil d'intelligence artificielle pour en faire une fausse vidéo qui pourrait tromper les processus de vérification en ligne des banques, ce qui permettrait aux escrocs d'emprunter des fonds ou de blanchir de l'argent sale en son nom. « Je suis vraiment morte de peur en ce moment, a écrit Mme Balk à un autre utilisateur qui l'a avertie de la fuite de données. Je ne pensais pas que cela pouvait m'arriver ».

Les photos de la jeune femme ont ensuite été revendues ailleurs, notamment par le propriétaire d'un autre canal Telegram, appelé « The Dragon Boi », qui se vantait de gagner tellement d'argent grâce à l'usurpation d'identité qu'il avait acheté une Mercedes-Benz et une Rolex.

Mme Balk a déposé plainte auprès de la police finlandaise pour usurpation d'identité. Les policiers lui ont ensuite fait savoir, dans une décision écrite dont *The Wall Street Journal* a pris connaissance, qu'ils avaient suspendu l'enquête parce qu'ils ne parvenaient pas à identifier les auteurs de l'escroquerie. OnlyFans a indiqué à Mme Balk dans un e-mail qu'elle examinait toutes les fuites de données potentielles.

Une porte-parole de la société OnlyFans, basée à Londres, a déclaré qu'elle ne pouvait pas faire de commentaires sur des comptes individuels, mais a affirmé que ses propres systèmes n'avaient pas été compromis.

Si rien n'est fait pour supprimer ses images, Mme Balk redoute que des criminels sur Telegram continuent de « vendre mes données encore et encore ».

Angus Berwick et Ben Foldy

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

JEUX VIDEO

Suite de la page I

sager une reconversion. D'après Farhan Noor, technical artist qui vit en Californie, les spécialistes du jeu vidéo ont licencié plus de 11 500 personnes depuis le début de l'année ; il s'appuie sur les annonces officielles et les articles de presse à ce sujet. En 2022, 8 500 salariés avaient été licenciés dans le secteur, contre 10 500 en 2023.

Comme dans d'autres segments de la tech, certains postes sont supprimés parce que les entreprises ont trop recruté pendant la crise sanitaire. Mais les jeux vidéo sont aussi aux prises avec des défis qui leur sont propres. Grâce aux mises à jour régulières, de plus en plus de joueurs jouent au même jeu pendant plus longtemps et ne passent plus au suivant une fois le précédent terminé. En outre, les coûts de production et de marketing augmentent en raison de l'arrivée de nouvelles technologies et d'une concurrence accrue pour séduire le public. Résultat : une consolidation est en cours, donc les suppressions de postes vont se poursuivre.



ANNIE TRITT FOR WSJ

Après avoir perdu son emploi chez Epic Games, Tarl Raney a été embauché dans un studio de jeux indépendant, avant d'être à nouveau licencié en juin.

« Je n'ai pas le souvenir d'avoir vu autant de licenciements en 24 ans à couvrir ce secteur », résume Michael Pachter, analyste chez Wedbush Securities.

Adieu, la stabilité

Ces derniers mois, de Take-Two Interactive Software, créateur de *Grand Theft Auto*, à Electronic Arts, qui produit notamment *Les Sims*, en passant par Ubisoft Entertainment, à qui on doit *Assassin's Creed*, les grands noms du secteur ont, eux aussi, annoncé des réductions d'effectifs. Certains ont même purement et simplement mis la clé sous la porte, y compris des studios détenus par Microsoft, qui possède Xbox, ou Sony, le fabricant de la PlayStation. Les turbulences ont aussi touché les entreprises connexes, comme le service de messagerie Discord ou la plateforme de streaming Twitch, qui appartient à Amazon.

D'après le cabinet Aldora Intelligence, les dépenses des consommateurs en jeux vidéo devraient progresser de 3,6% cette année, après une hausse de 1,8% en 2023 et un repli de 6,3% en 2022. En 2020, le secteur avait connu une croissance inédite de 23,4%.

« Dans le secteur des jeux vidéo, l'accent est passé de la croissance à la rentabilité et l'efficacité », explique Joost van Dreunen, directeur général d'Aldora et enseignant à la Stern School of Business de l'université de New York.

Daniel Beahn a été licencié en janvier 2023 de Bethesda Software, un studio détenu par Microsoft. Il y a dix ans, pour ce poste qui lui permettait de travailler sur ses franchises fétiches comme *Fallout* ou *Elder Scrolls*, il avait quitté Baltimore pour Austin.

En une décennie, celui qui a aujourd'hui 54 ans est passé de responsable commercial à chef de projet. Il raconte que sa grande fierté, c'est d'avoir vu son nom dans les crédits de plusieurs jeux produits par le studio.

« Dans le secteur des jeux vidéo, l'accent est passé de la croissance à la rentabilité et l'efficacité »

Il a été licencié en même temps que 10 000 autres salariés de Microsoft. La dernière fois que cela lui était arrivé, c'était en 2003, quand le studio pour lequel il travaillait (et qui appartenait à Electronic Arts) avait fermé ses portes. A l'époque, il avait retrouvé du travail en quelques semaines.

Cette fois-ci, il a mis près de dix-huit mois à trouver le poste qu'il occupe actuellement : une mission de trois mois, en freelance, pour une start-up qui crée des jeux pour mobiles.

Beau-père de deux adolescents, M. Beahn raconte qu'il a épuisé sa prime de départ et vidé son épargne le temps de retrouver du travail, après plusieurs centaines de CV envoyés. Aujourd'hui, c'est dans son compte épargne retraite qu'il puise.

« Il faudra soit que je travaille plus longtemps, soit que je meure plus jeune, et aucune des deux options ne me fait particulièrement envie », soupire-t-il.

« J'en ai pleuré »

Les difficultés sont particulièrement visibles dans le domaine du recrutement. Evan Bailey, qui vit à Newport Beach, a été licencié d'Activision en janvier : deux mois après le rachat du studio par Microsoft et deux mois avant son mariage.

Pour cet homme de 35 ans, fan de toujours du jeu *Call of Duty* qui avait participé au recrutement des équipes qui en ont créé quatre épisodes, l'annonce a été particulièrement difficile. Son travail de recrutement lui avait valu une veste ornée de patchs qui représentaient les épisodes qui avaient vu le jour grâce à lui ; aujourd'hui, il a du mal à la porter parce qu'elle lui rappelle les fêtes qu'organisait Activision pour la sortie des jeux. Des artistes comme le rappeur Flo Rida venaient s'y produire.

« Aujourd'hui, personne ne recrute, donc personne ne recrute de recruteurs, soupire-t-il. C'est vraiment la foudre qui vous tombe dessus. »

Sur son bras gauche, Liana Ruppert, 37 ans, s'est fait tatouer un personnage du jeu vidéo *Destiny*. Des années avant qu'elle ne soit embauchée, en 2021, par Bungie, le studio qui le produit. Son poste de community manager n'a fait que renforcer sa passion. En octobre dernier, quand elle a appris qu'elle faisait partie de la centaine de salariés licenciés, c'est comme si une partie d'elle-même venait de mourir.

Depuis, elle n'a plus rejoué à *Destiny* parce que « ça voudrait dire être à nouveau quelqu'un d'extérieur au jeu ». Elle enchaîne désormais les missions en freelance et gagne assez pour payer ses factures, mais elle n'a ni sécurité de l'emploi ni assurance maladie.

Il y a peu, un fan de *Destiny* l'a reconnue dans les rues de Seattle et l'a appelée « Hippy », le surnom qu'elle avait quand elle travaillait chez Bungie.

« J'en ai pleuré », raconte-t-elle.

Sarah E. Needleman

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original

TRUMP

Suite de la page I

deuxième administration Trump tente de briser les protections des fonctionnaires et d'éliminer ceux qu'elle perçoit comme des ennemis

Selon lui, leur sort dépendra en grande partie des autres résultats électoraux des démocrates, s'ils contrôlent l'une ou les deux chambres du Congrès, et s'ils sont en capacité de contrer les projets de M. Trump concernant les agences d'espionnage.

Des relations houleuses

M. Trump a souvent mis en cause l'intégrité des services de renseignement américains dans la période qui a précédé sa victoire de 2016. En décembre de cette année-là, peu après avoir battu Hillary Clinton, il a publiquement mis en doute le bien-fondé d'une évaluation de ces services

Certains membres de la première administration Trump ont fait circuler une liste de personnes considérées comme faisant partie de « l'Etat profond »

selon laquelle la Russie avait interféré dans l'élection américaine, en partie dans le but de soutenir sa candidature.

« Ce sont les mêmes personnes qui ont affirmé que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive », avait déclaré, à l'époque, l'équipe de transition de M. Trump.

Par la suite, durant sa présidence, M. Trump s'était rangé du côté du président russe Vladimir Poutine contre ses propres agences de renseignement, en déclarant qu'il acceptait les assurances de M. Poutine selon lesquelles la Russie n'avait pas interféré dans l'élection de 2016.

Selon d'anciens et d'actuels responsables qui ont servi dans l'administration Trump, l'ancien président, en cas de nouvelle élection, apporterait probablement des changements structurels au tentaculaire appareil d'espionnage des Etats-Unis. Celui-ci ne compte pas moins de dix-huit agences et bénéficie d'environ cent milliards de dollars de financement par an.

D'après une personne au fait de ses projets, M. Trump a l'intention de mettre fin aux programmes visant à favoriser la diversité, l'équité et l'inclusion dans les agences d'espionnage. Il souhaite aussi déclassifier davantage de documents sur des sujets tels que les origines de la pandémie de Covid-19. Les responsables des services de renseignement américains affirment pour leur part qu'ils doivent recruter des agents représentatifs de la diversité s'ils veulent comprendre un monde de plus en plus complexe. En ce qui concerne le Covid, ils indiquent avoir déjà publié des documents importants sur la recherche de ses origines. M. Trump a prétendu à plusieurs reprises que les démocrates avaient « utilisé le Covid pour tricher » lors de l'élection de 2020 et a accusé la Chine d'avoir mal géré le virus.

M. Trump a cherché à prendre ses distances avec le projet 2025, un plan d'action pour les futures administrations américaine fruit d'une collaboration entre plusieurs think tanks conservateurs. Bon nombre de ses anciens collaborateurs y ont pourtant participé.

Les démocrates ont ciblé de façon très agressive le projet 2025 en décortiquant ses quelque 900 pages de propositions politiques. Selon le document, la communauté du renseignement est handicapée par une « infrastructure quelque peu obsolète » qui a favorisé « l'hésitation, la pensée de groupe [NDLR : conformisme psycho-social conduisant à des mauvaises décisions] et à une approche trop prudente des menaces mondiales ».

Réformer des programmes dépassés

Les agences de renseignement américaines ont reçu les éloges unanimes des deux grands partis pour avoir annoncé avec précision l'invasion de l'Ukraine par M. Poutine en février 2022 et pour avoir rendu publiques les campagnes de désinformation de la Russie avant qu'elle ne les déploie.

Mais la CIA et les autres agences d'espionnage tentent en même temps de se réorganiser pour faire face aux défis multiformes de la Chine et au tsunami montant de données numériques, tant secrètes que publiques, qu'il faut analyser. Leurs partisans comme leurs détracteurs estiment que l'appareil d'espionnage américain, conçu



SIPA PRESS

Donald Trump pourrait apporter des changements structurels au tentaculaire appareil d'espionnage des Etats-Unis, y compris au sein de la CIA.

pour l'essentiel durant la guerre froide, doit être réformé.

Des groupes de conseils extérieurs ont d'ailleurs été sollicités pour faire des propositions selon Richard Grenell, ex-directeur intérimaire du renseignement national sous M. Trump et qui reste l'un de ses confidents. « Des millions de dollars versés par les contribuables américains ont été dépensés pour identifier les problèmes, mais aucune des réformes n'a jamais été mise en œuvre », dénonce-t-il.

M. Trump pourrait en profiter pour licencier ou placardiser des ennemis supposés au nom des réformes à mener, avertissent certains responsables des services. De fait, certains membres de sa première administration ont fait circuler une liste de personnes considérées comme faisant partie de « l'Etat profond », censées agir en contradiction avec les objectifs du gouvernement ou soupçonnées de divulguer des informations aux médias pour discréditer M. Trump.

« La communauté du renseignement est là pour informer les décisions politiques et non pour en prendre », insiste M. Hughes, conseiller de la campagne de M. Trump.

Le projet 2025 recommande « des sanctions plus sévères et des enquêtes obligatoires lorsque des fuites des services de renseignements visent des cibles politiques nationales ».

M. Trump a parfois accusé la communauté du renseignement d'être à l'origine de fuites et d'attaques contre lui.

Le FBI a violé à plusieurs reprises les limites encadrant le recours à un outil controversé de collecte de renseignements électroniques fixées par la loi sur la surveillance du renseignement étranger (Foreign Intelligence Surveillance Act), ce qui a suscité la colère de la droite et de la gauche contre ces atteintes à la vie privée des Américains. Le FBI affirme avoir réformé ses procédures.

Les grands patrons des services de renseignement assurent par ailleurs que leurs agents sont apolitiques et qu'ils restent concentrés sur leur mission de protection des Etats-Unis.

Interrogé sur les préparatifs qui pourraient être faits en prévision du retour de M. Trump et sur son hostilité à l'égard des services de renseignement américains, le vice-amiral de la marine Frank Whitworth, directeur de la National Geospatial-Intelligence Agency, a récemment balayé ces questions. « Nous nous préparons à une seule chose : faire en sorte que les Etats-Unis soient prêts », a-t-il affirmé devant un groupe de journalistes.

« Nous ne nous encombrons pas de problèmes intérieurs de ce type », a-t-il ajouté.

Qui dirigerait les agences ?

La stabilité de la communauté du renseignement dépendra des dirigeants que M. Trump nommera s'il est réélu, soulignent des experts. Mais ses conseillers n'ont pas encore établi de short list de candidats possibles, selon la personne au fait de ses projets en la matière. Son équipe de campagne électorale a par ailleurs affirmé qu'il était prématuré de spéculer sur des noms.

Parmi les personnes évoquées par M. Trump et ses conseillers pour des postes de direction figure John Ratcliffe. Ex-député de la Chambre des représentants, ce proche de l'ancien président a occupé le poste de directeur du renseignement national de 2020 à 2021. Il a été cité comme candidat à la tête de la CIA. Autre nom envisagé par M. Trump et son équipe pour diriger une grande agence de renseignement, celui du sénateur de Floride, Marco Rubio. Un temps rival de l'ex-président à l'investiture républicaine avant de se rallier, il a été l'un de ses candidats possibles à la vice-présidence.

Fidèle parmi les fidèles, Kash Patel fait également partie des personnes qui plaisent à M. Trump pour ce genre de poste. M. Patel a été membre du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche en tant que conseiller principal du directeur intérimaire du renseignement national et chef de cabinet du secrétaire intérimaire à la défense durant sa présidence. Cependant, même les plus proches confidents de M. Trump reconnaissent que sa nomination aurait du mal à être approuvée par le Sénat en raison de sa réputation controversée et de son adhésion présumée à certaines théories du complot.

Devin Nunes, l'ancien président de la commission du renseignement de la Chambre des représentants qui dirige aujourd'hui le Trump Media & Technology Group, propriétaire de la plateforme de réseaux sociaux Truth Social, fait également partie des noms envisagés pour occuper un poste de haut niveau dans le domaine du renseignement, indiquent plusieurs personnes de l'entourage de M. Trump. M. Nunes a toutefois lui-aussi suscité la controverse au début du mandat de l'ancien président. Deux hauts fonctionnaires de la Maison Blanche l'ont en effet aidé à se procurer des rapports de renseignements

Des responsables des services secrets se disent particulièrement préoccupés par la manière dont le candidat républicain traiterait les informations classifiées s'il était réélu

montrant que des associés de M. Trump avaient été écoutés de façon accidentelle dans une opération de surveillance d'activités étrangères menée par les services américains.

Un porte-parole de M. Rubio s'est refusé à tout commentaire. Un porte-parole de M. Nunes n'a pas répondu à une demande de commentaire. Une porte-parole de M. Patel n'a fait aucun commentaire sur un futur rôle éventuel tout en indiquant que la carrière de celui-ci avait toujours été « définie par son engagement inébranlable à défendre notre nation ».

Au-delà de ces nominations, certains responsables des services secrets se disent peut-être être encore davantage préoccupés par la manière dont M. Trump traiterait les informations classifiées s'il reprenait ses fonctions. Au cours de son premier mandat, les responsables du renseignement ont en effet été indignés lorsqu'ils ont appris qu'il avait révélé des informations hautement confidentielles à deux diplomates russes lors d'une réunion dans le bureau ovale. Ces informations, qui avaient été communiquées par Israël aux Etats-Unis, concernaient le groupe Etat islamique, selon des responsables. Il avait également publié sur Twitter une image de surveillance sensible d'une installation spatiale iranienne prise par un satellite ou un drone espion.

Le président a toutefois tout pouvoir pour déclassifier ou non une information.

Peu après son entrée en fonction, le président Biden avait indiqué qu'il interdirait à M. Trump de recevoir les briefings des services de renseignement traditionnellement réservés aux anciens présidents, estimant que M. Trump n'était pas digne de confiance en raison de son « comportement erratique ». Des propos tenus avant même l'attaque du 6 janvier 2021 contre le Capitole. Cela dit, des documents classifiés ont aussi été découverts dans la maison de M. Biden dans le Delaware et dans son ancien bureau. Cela a donné lieu à l'enquête d'un procureur spécial mais celle-ci n'a abouti à aucune poursuite pénale.

Lorsque M. Trump est devenu le candidat républicain à la présidence, l'administration de M. Biden a proposé de lui fournir des rapports de renseignement, comme il est d'usage pour les candidats à la présidence et à la vice-présidence. Il a refusé en prétextant que toute fuite lui serait imputée.

Vivian Salama et Warren P. Strobel

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original



MARJON HOOGERVORST FOR WSJ

Michael Hayden, général américain à la retraite, craint qu'une deuxième administration Trump tente d'éliminer ceux qu'elle perçoit comme des ennemis.

FOIRE AUX VINS

DU 10 AU 29 SEPTEMBRE 2024



9€,99

AOP POUILLY FUMÉ BLANC SEC 2023
DOMAINE MAUDRY
La bouteille de 75cl
13,32€ le litre

PAS CHER, C'EST LA TRADITION.

JUSQU'À
15% EN AVANTAGE CARTE*
Dès 80€ d'achat parmi une sélection.



TOUS UNIS CONTRE LA VIE CHÈRE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

*Offre réservée aux porteurs de la carte de fidélité Intermarché. Du 10 au 29 septembre 2024, cumulez 10% en avantage carte à partir de 40€ d'achat ou 15% en avantage carte à partir de 80€ d'achat, dans la limite de 150€ en avantage carte cumulés par jour, sur la sélection de Vins, Champagnes et Effervescents sur le prospectus Foire aux Vins (hors produits porteurs d'autres offres – remise immédiate, lot virtuel ou avantage carte – ainsi que les produits non alimentaires). Voir la limite du cumul avantage carte dans les conditions générales d'utilisation de la carte de fidélité Intermarché. Voir modalités et liste des magasins participants sur intermarche.com

Annonceur : ITM Alimentaire International - RCS PARIS 341 192 227 - SAS au capital de 149 184 € - Siège social : 24, rue Auguste Chabrières 75737 Paris Cedex 15 - Sous réserve d'erreurs typographiques - 2024.